



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 24 septembre 1955

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, September 24th, 1955

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,  
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,  
Queen's Printer.

Government House Québec, June 27th, 1940.  
38933 — 1-52

### Lettres patentes

(P.G. 12333-55)

Abattoir Poirier & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1955, constituant en corporation: Josaphat Poirier, commerçant, Charles Poirier, boucher, Georges Poirier, Julien Poirier, commis-boucher, tous quatre de Sainte-Clothilde de Horton, et Laurent Poirier, boucher, de Saint-Valère, tous du district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'abattoir d'animaux et volailles, y compris la charcuterie, sous le nom de "Abattoir Poirier & Frères Inc.", avec un capital divisé en 1,400 actions communes sans valeur au pair et en 430 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en le village de Sainte-Clothilde de Horton, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,  
C. E. CANTIN.

40682-o

### Letters Patent

(A.G. 12333-55)

Abattoir Poirier & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1955, incorporating: Josaphat Poirier, dealer, Charles Poirier, butcher, Georges Poirier, Julien Poirier, butcher-clerks, all four of Sainte-Clothilde de Horton, and Laurent Poirier, butcher, of Saint-Valère, all of the judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on a slaughter-house business dealing in stock and fowl, and also delicatessen, under the name of "Abattoir Poirier & Frères Inc.", with a capital stock divided into, 1,400 common shares of no par value and into 430 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the village of Sainte-Clothilde de Horton, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,  
Deputy Attorney General.

40682

(P.G. 11981-55)

**Aylmer Park Development Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juillet 1955, constituant en corporation: John Austin Murphy avocat et Conseil en Loi de la Reine, Francis Joseph Dolan, comptable et Eleanor Hart, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de développement et construction, sous le nom de "Aylmer Park Development Corporation", avec un capital total de \$200,000, divisé en 100,000 actions privilégiées, catégorie "A", d'une valeur au pair de \$1 chacune, 95,000 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$1 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général.

40682

C. E. CANTIN.

(A.G. 11981-55)

**Aylmer Park Development Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1955, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Francis Joseph Dolan, accountant, and Eleanor Hart, clerk, an unmarried woman of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a development and construction company, under the name of "Aylmer Park Development Corporation", with a total capital stock of \$200,000, divided into 100,000 Class "A" preferred shares of the par value of \$1 each, 95,000 Class "B" preferred shares of the par value of \$1 each and into 5,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40682-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 12015-55)

**Baab Children's Wear Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Basil W. Allison, marchand, Lillian Lazare, Netty Mol, secrétaire, filles meures, de Montréal et Gordon Kotler, marchand, de ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles vestimentaires et tissus textiles, sous le nom de "Baab Children's Wear Company", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général.

40682

C. E. CANTIN.

(A.G. 12015-55)

**Baab Children's Wear Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1955, incorporating: Basil W. Allison, merchant, Lillian Lazare, Netty Mol, secretaries, filles majeures, of Montréal, and Gordon Kotlet, merchant, of ville St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and textile materials, under the name of "Baab Children's Wear Company", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40682-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 12006-55)

**Bélanger & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1955, constituant en corporation: Lionel Bélanger, entrepreneur, Fernand Bélanger, contremaitre, et Georgette Paquet Bélanger, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Bélanger, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Sainte-Thérèse de Beauport, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général, sous le nom de "Bélanger & Fils Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions communes de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 35, Boulevard Henri-Bourassa, Québec, district judiciaire de Québec.

(A.G. 12006-55)

**Bélanger & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July 1955, incorporating: Lionel Bélanger, contractor, Fernand Bélanger, foreman and Georgette Paquet Bélanger, housewife, wife contractually separate as to property of the the said Fernand Bélanger, and duly authorized by him for the purposes herein, all of Saint Thérèse de Beauport, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractor, under the name of "Bélanger & Fils Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 35 Henri Bourassa Boulevard, Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11781-55)

**Canadian Cleaning Supply Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Ralph A. Cohen, Lyon Levine et Boris Garmaise, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'accessoires de nettoyage, sous le nom de "Canadian Cleaning Supply Company Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12080-55)

**Centre Médical Sherbrooke Limitée  
Sherbrooke Medical Center Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Jules Ninclaus, Patrick Boisvert, entrepreneurs, de Montréal et Jean F. Laureys, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, exploiter et détenir des terrains et édifices, sous le nom de "Centre Médical Sherbrooke Limitée — Sherbrooke Medical Center Limited", avec un capital total de \$125,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2625 rue Albert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(P.G. 12023-55)

**Chamess Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1955, constituant en corporation: John J. Wasserman, de Westmount, Norman Genser, avocats, et Rose-Marie Bourgoing, sténographe, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Chamess Investment Corporation", avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 11781-55)

**Canadian Cleaning Supply Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1955, incorporating: Ralph A. Cohen, Lyon Levine and Boris Garmaise, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in cleaning supplies, under the name of "Canadian Cleaning Supply Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12080-55)

**Centre Médical Sherbrooke Limitée  
Sherbrooke Medical Center Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1955, incorporating: Jules Ninclaus, Patrick Boisvert, contractors, of Montreal, and Jean F. Laureys, barrister, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, operate and maintain and buildings, under the name of "Centre Médical Sherbrooke Limitée — Sherbrooke Medical Center Limited", with a total capital stock of \$125,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and into 2,000 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 2625 Albert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40582 Deputy Attorney General.

(A.G. 12023-55)

**Chamess Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1955, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Norman Genser, advocate, and Rose-Marie Bourgoing, stenographer, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Chamess Investment Corporation", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal or par value and into 900 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12051-55)

**Comité des Loisirs de LaMacaza**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juillet 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Caron, industriel, Armand Lapointe, maire, cultivateur, Réjean Loyer, banquier et maître de poste, Ed.-Ch. Desjardins, cultivateur, Ludovic Pilon, assistant-gérant, et Adolphe Bernard, gérant, tous de LaMacaza, district judiciaire de Labelle, pour les objets suivants:

L'organisation de loisirs dans la paroisse de LaMacaza, sous le nom de "Comité des Loisirs de LaMacaza".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à LaMacaza, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12051-55)

**Comité des Loisirs de LaMacaza**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Caron, industrialist, Armand Lapointe, mayor, farmer, Réjean Loyer, banker and postmaster, Ed.-Ch. Desjardins, farmer, Ludovic Pilon, assistant manager, and Adolphe Bernard, manager, all of LaMacaza, judicial district of Labelle, for the following purposes:

To organize recreational activities in the Parish of LaMacaza, under the name of "Comité des Loisirs de LaMacaza".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at LaMacaza, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(P.G. 12069-55)

**Constellation Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Frances Herscovitz et Mildred Brown, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger, améliorer, transformer et gérer des édifices et faire le commerce de matériaux de construction; exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Constellation Realities Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 12069-55)

**Constellation Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1955, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Frances Herscovitz and Mildred Brown, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect, improve, alter and manage buildings and deal in building materials; to carry on the business of general contractors, under the name of "Constellation Realities Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Député Attorney General.

(P.G. 11834-55)

**Dornal Investment Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juillet 1955, constituant en corporation: Harold Lande, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Joseph S. Caplan, avocat et Sylvia Nitkin, sténographe, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Dornal Investment Ltd", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordi-

(A.G. 11834-55)

**Dornal Investment Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1955, incorporating: Harold Lande, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Joseph S. Caplan, advocate, and Sylvia Nitkin, stenographer, spinster of the full age of majority, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Dornal Investment Ltd", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares

naires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

of a par value of \$1 each and into 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12084-55)

**Durable Paint Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier août 1955, constituant en corporation: Hilja B. Bjernius Peedo, épouse de Endel Peedo, importateur, de Montréal, Germaine Champagne, femme majeure célibataire, de ville St-Laurent et Norman Thompson, commis de bureau, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de peintures, vernis, laques et produits connexes, sous le nom de "Durable Paint Products Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 12084-55)

**Durable Paint Products Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1955, incorporating: Hilja B. Bjernius Peedo, wife of Endel Peedo, importer, of Montreal, Germaine Champagne, unmarried woman of the age of majority, of ville St. Laurent, and Norman Thompson, office clerk, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in paints, varnishes, lacquers and allied products, under the name of "Durable Paint Products Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11882-55)

**Economic Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juillet 1955, constituant en corporation: Simon Steinberg, de ville Mont-Royal, Hyman Steinberg, de Montréal et Saul Lehrer, d'Outremont, tous marchands, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transigner les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Economic Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 11882-55)

**Economic Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1955, incorporating: Simon Steinberg, of the town of Mount Royal, Hyman Steinberg, of Montreal, and Saul Lehrer, of Outremont, all marchants, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Economic Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 20,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12367-55)

**Flasher & Barricade Service (Canada) Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux septembre 1955, constituant en corporation: Marcel Lamarre, Alcide Grenon, tous deux comptables, Pierrette Laplante, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou autrement exercer le commerce de signaux d'avertissement, de sécurité, de direction de circulation et autres signaux

(A.G. 12367-55)

**Flasher & Barricade Service (Canada) Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1955, incorporating: Marcel Lamarre, Alcide Grenon, both accountants, Pierrette Laplante, stenographer, spinster of age, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or otherwise do business in warning, safety, traffic direction and other signs mounted on barricades, tripods or on other

montés sur des barricades, tripodes ou sur d'autres dispositifs, sous le nom de "Flasher & Barricade Service (Canada) Corporation", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

devices, under the name of "Flasher & Barricade Service (Canada) Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11967-55)

**H. Duskes Hardware, Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt juillet 1955, constituant en corporation: Harry Duskes, marchand, Shirley Duskes, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Duskes, tous deux de ville Mont-Royal et Leon Duskes, marchand, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de quincaillerie, verrerie et faïencerie et fournitures de maison; exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "H. Duskes Hardware, Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 11967-55)

**H. Duskes Hardware, Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1955, incorporating: Harry Duskes, merchant, Shirley Duskes, housewife, wife separate as to property of the said Harry Duskes, both of the town of Mount Royal, and Leon Duskes, merchant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, glassware and crockery, home furnishings; to carry on business as contractors and builders, under the name of "H. Duskes Hardware, Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11792-55)

**Laurentian Structural Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août 1955, constituant en corporation: J. Guy Brissette, notaire, de Ville St-Laurent, Jehan Perdriau, avocat et Françoise Masson, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Laurentian Structural Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10122 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 11792-55)

**Laurentian Structural Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1955, incorporating: J. Guy Brissette, notary, of the town of St. Laurent, Jehan Perdriau, lawyer, and Françoise Masson, secretary, spinster of full age, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Laurentian Structural Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 shares of \$200 each.

The head office of the company will be at 10122 Boul. St-Laurent, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12030-55)

**Les Ateliers Chabel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juillet 1955, constituant en corporation: René-Charles Alary, commis, Charles Léveillé, opérateur, tous deux de Montréal, et

(A.G. 12030-55)

**Les Ateliers Chabel Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1955, incorporating: René Charles Alary, clerk, Charles Léveillé, operator, both of Montreal, and Claude Béland, clerk, of

Claude Béland, commis, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimerie, de poly-copie et de mimeographie, sous le nom de "Les Ateliers Chabel Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12012-55)

**Les Cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc du Diocèse de Montréal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juillet 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Desbiens, journaliste, de ville Côte Saint-Luc, Maurice Benoit, comptable, et Wilfrid Boudreau, publiciste, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable, philanthropique et d'entraide dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de "Les Cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc du Diocèse de Montréal Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12034-55)

**Les Entreprises de Plâtre Ltée  
Plaster Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juillet 1955, constituant en corporation: Mathieu Béland, plâtrier, de Pont Viau, Thérèse Paradis, sténographe, de Montréal, et Gilles A. Denis, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme plâtriers en particulier et comme constructeurs en général, sous le nom de "Les Entreprises de Plâtre Ltée — Plaster Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1280, rue Ste-Elizabeth, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12058-55)

**Levis Mushroom Farm Inc.  
Ferme de Champignons de Lévis Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printing, stencilling, mimeographing, under the name of "Les Ateliers Chabel Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,200 common shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 12012-55)

**Les Cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc du Diocèse de Montréal Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Desbiens, journalist, of the town of Côte Saint-Luc, Maurice Benoit, accountant, and Wilfrid Boudreau, publicist, the two latter of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To groupe its members together for charitable, philanthropic and mutual aid purposes in the field of personal culture, under the name of "Les Cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc du Diocèse de Montréal Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 12034-55)

**Les Entreprises de Plâtre Ltée  
Plaster Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1955, incorporating: Mathieu Béland, plasterer, of Pont Viau, Thérèse Paradis, stenographer, of Montreal, and Gilles A. Denis, advocate, of the town of Mount-Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate specially as plasterers and as general constructors under the name of "Les Entreprises de Plâtre Ltée — Plaster Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1280 Ste-Elizabeth Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 12058-55)

**Levis Mushroom Farm Inc.  
Ferme de Champignons de Lévis Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Gilles Denis, Jacques Cantin, avocats, Thérèse Paradis et Louise Belisle, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités et descriptions le commerce de produits agricoles, sous le nom de "Levis Mushroom Farm Inc. — Ferme de Champignons de Lévis Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1955, incorporating: Paul Galt Michaud, Gilles Denis, Jacques Cantin, advocates, Thérèse Paradis, and Louise Belisle, stenographers, spinsters, of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To exercise in all its classes and descriptions the trade of agricultural products, under the name of "Levis Mushroom Farm Inc. — Ferme de Champignons de Lévis Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12064-55)

**London Worsted Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, Melvin Leonard Rothman, avocats, de Westmount, Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure et Brahm Eisenstat, étudiant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tissus, vêtements, habillements et articles vestimentaires, sous le nom de "London Worsted Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 12064-55)

**London Worsted Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1955, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Melvin Leonard Rothman, advocates, of Westmount, Yvonne Belanger, secretary, fille majeure, and Brahm Eisenstat, student, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics, clothing, garments and wearing apparel, under the name of "London Worsted Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11942-55)

**Loyal Food Plan Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juillet 1955, constituant en corporation: Samuel Hertz Shriar, Abraham Jacob Rosenstein et Frank Frederic Hubscher, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aliments congelés et de congélateurs de toute description, sous le nom de "Loyal Food Plan Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 11942-55)

**Loyal Food Plan Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1955, incorporating: Samuel Hertz Shriar, Abraham Jacob Rosenstein and Frank Frederic Hubscher, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in frozen foods and deep freezers of every description, under the name of "Loyal Food Plan Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares having a par value of \$100 each and into 200 preferred shares at a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11926-55)

**Marvel Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1955, constituant en corporation: Simon Martin, comptable, Fred Felsky, évaluateur, et Nicolas Mateesco, professeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de matériaux de constructions, sous le nom de "Marvel Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 11926-55)

**Marvel Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1955, incorporating: Simon Martin, accountant, Fred Felsky, estimator, and Nicolas Mateesco, professor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and building materials, under the name of "Marvel Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11976-55)

**Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juillet 1955, constituant en corporation: Pierre Cimon, avocat, Joseph E. Gagnon, comptable, et Chislaine Choquette, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, maintenir, administrer et exploiter une école professionnelle de dessin industriel, sous le nom de "Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11976-55)

**Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1955, incorporating: Pierre Cimon, advocate, Joseph E. Gagnon, accountant, and Chislaine Choquette, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To possess, maintain, administrate and operate a professional school of industrial art under the name of "Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(P.G. 12042-55)

**Milbo Construction, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juillet 1955, constituant en corporation: Pierre Bienjonetti, Yves Royer, avocats, et Louise B. Vallée, sténographe, épouse de feu Marcel Vallée, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Milbo Construction, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions communes de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8, Calixa-Lavallée, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12042-55)

**Milbo Construction, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July 1955, incorporating: Pierre Bienjonetti, Yves Royer, advocates, and Louise B. Vallée, stenographer, wife of the late Marcel Vallée, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Milbo Construction, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8 Calixa Lavallée, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(P.G. 12356-55)

**Mi-ro-lac Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente et un août 1955, constituant en corporation: George Anthony Allison, William Tetley, avocats, de Ville Mont-Royal, Roger-Louis Beaulieu et Jérôme Choquette, avocats, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce du lait et de tous les produits du lait, sous le nom de "Mi-ro-lac Inc.", avec un capital total de \$80,000, divisé en 3,000 actions de \$10 chacune et en 2,000 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Chrysostôme, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12356-55)

**Mi-ro-lac Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of August 1955, incorporating: George Anthony Allison, William Tetley, advocates of the town of Mount Royal, Roger Louis Beaulieu and Jérôme Choquette, advocates, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in milk and all products thereof, under the name of "Mi-ro-lac Inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 3,000 shares of \$10 each and 2,000 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Saint Chrysostôme, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(P.G. 12016-55)

**Modern Crete (Montreal) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juillet 1955, constituant en corporation: John J. Pepper, Jacques Leduc, tous deux avocats et Aline Roy, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs, constructeurs, sous le nom de "Modern Crete (Montreal) Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 16 avenue Renfrew, Montréal 6, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 12016-55)

**Modern Crete (Montreal) Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1955, incorporating: John J. Pepper, Jacques Leduc, both advocates, and Aline Roy, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, under the name of "Modern Crete (Montreal) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each and into 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 16 Renfrew Avenue, Montreal 6, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11931-55)

**Monterey Construction Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juillet, 1955 constituant en corporation: Peter Issenman, David Sigler, ingénieurs, David Israël et Jack Barry, agents d'immeubles, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, en général, le commerce d'entrepreneurs en construction, sous le nom de "Monterey Construction Corporation", avec un capital total de \$36,000, divisé en 360 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 324 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, chambre 711, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 11931-55)

**Monterey Construction Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1955, incorporating: Peter Issenman, David Sigler, engineers, David Israël and Jack Barry, realtors, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business generally of building contractors, under the name of "Monterey Construction Corporation", with a total capital stock of \$36,000, divided into 360 common shares of a par value of \$10 each and into 324 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1449, St. Alexander Street, Room 711, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11860-55)

**Montrealer Nachrichten Publishers Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juillet 1955, constituant en corporation: Mario Heil de Brentani, éditeur, Ruth de Brentani, ménagère et Brigitta Schulz, éditeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires de journaux et éditeurs en général, sous le nom de "Montrealer Nachrichten Publishers Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 11860-55)

**Montrealer Nachrichten Publishers Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date twenty-ninth day of July, 1955, incorporating: Mario Heil de Brentani, publisher, Ruth de Brentani, housewife, and Brigitta Schulz, editor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of newspaper proprietors and general publishers, under the name of "Montrealer Nachrichten Publishers Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11951-55)

**North American Hide Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Haim Siegal, David Siegal et William Bushenbaum, marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peaux vertes et peaux brutes; exercer le commerce de tanneurs, sous le nom de "North American Hide Corp.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 11951-55)

**North American Hide Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1955, incorporating: Haim Siegal, David Siegal and William Bushenbaum, merchants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in hides and skins; to carry on business as tanners, under the name of "North American Hide Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and into 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12070-55)

**Nouveautés Dell Arts Novelties Ltd. Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juillet 1955, constituant en corporation: Dollard Marchand, industriel, Pauline B. Marchand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Dollard Marchand, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Claude O. Marchand, commis, tous de Magog, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de jouets, bibelots, poterie, quincaillerie, nouveautés, sous le nom de "Nouveautés Dell Arts Novelties Ltd.", avec un capital total de \$10,000, Ltée

divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 83, rue Sherbrooke, Magog, district judiciaire de Saint-François.

(A.G. 12070-55)

**Nouveautés Dell Arts Novelties Ltd. Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1955, incorporating: Dollard Marchand, industrialist, Pauline B. Marchand, housewife, wife contractually separate as to property of the said Dollard Marchand, and duly authorized by him for these present purposes, and Claude O. Marchand, clerk, all of Magog, district of Saint-François, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, trinkets, pottery, hardware, novelties, under the name of "Nouveautés Dell Arts Novelties Ltd.", Ltée with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 83, Sherbrooke St., Magog, judicial district of Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11901-55)  
**Oeuvre des Terrains de Jeux de Berthierville**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juillet 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Sylvestre, André Daviault, avocats, et Muguette Gendron, secrétaire, célibataire, tous de Berthierville, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Établir et maintenir des terrains de jeu et des salles pour le bénéfice des jeunes de la ville de Berthierville, sous le nom de "Oeuvre des Terrains de Jeux de Berthierville".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12077-55)  
**René Boyer Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juillet 1955, constituant en corporation: René Boyer, Henri-Paul Boyer, grossistes, de Montréal, et Madame Irène Boyer, ménagère, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits comestibles, sous le nom de "René Boyer Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12018-55)  
**Rutledge Equipment Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de juillet 1955, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, Marc Brière, tous deux avocats, et Galen Lee Prime, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction neufs et usagés, sous le nom de "Rutledge Equipment Co. Ltd.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 19,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 11901-55)  
**Oeuvre des Terrains de Jeux de Berthierville**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Armand Sylvestre, André Daviault, advocates, and Muguette Gendron, secretary, of full age, all of Berthierville, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To establish and maintain playgrounds and playrooms for the benefit of the youth of the town of Berthierville, under the name of "Oeuvre des Terrains de Jeux de Berthierville".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Berthierville, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 12077-55)  
**René Boyer Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July 1955, incorporating: René Boyer, Henri-Paul Boyer, wholesalers, of Montreal, and Mrs. Irène Boyer Dazé, housekeeper, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in edible products, under the name of "René Boyer Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 12018-55)  
**Rutledge Equipment Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1955, incorporating: John Henry Ernest Colby, Marc Brière, both advocates, and Galen Lee Prime, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in new and used construction equipment, under the name of "Rutledge Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and into 19,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(P.G. 11916-55)

**Savaria Bulldozers Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1955, constituant en corporation: Arthur Dansereau, avocat, René Proulx, comptable agréé, tous deux de Ville Mont-Royal, et René-Charles Alary, étudiant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Savaria Bulldozers Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12076-55)

**Serv-O-Mat, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juillet 1955, constituant en corporation: Pierre Bergeron, avocat, Janine Tremblay et Édith Cauchon, sténographes, célibataires, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce des restaurateur, sous le nom de "Serv-O-Mat, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 205, rue Lasalle, Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12025-55)

**Steinberg's Properties Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, avocats et Conseil en Loi de la Reine, tous deux de Westmount et Ethel Yussef, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, développer, administrer et louer des propriétés immobilières pour le commerce de marchés modernes ou connexes, sous le nom de "Steinberg's Properties Limited", avec un capital-actions divisé en 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 25,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11916-55)

**Savaria Bulldozers Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1955, incorporating: Arthur Dansereau, advocate, René Proulx, chartered accountant, both of the town of Mount Royal, and René-Charles Alary, student, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a building company under the name of "Savaria Bulldozers Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 12076-55)

**Serv-O-Mat, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1955, incorporating: Pierre Bergeron, advocate, Janine Tremblay and Édith Cauchon, stenographers, of full age, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business in general of a restaurant-keeper, under the name of "Serv-O-Mat, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 205 Lasalle Street, Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 12025-55)

**Steinberg's Properties Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1955, incorporating: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, advocates and Queen's Counsels, both of Westmount, and Ethel Yussef, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, develop, administer and lease immoveable properties for or related to super market business, under the name of "Steinberg's Properties Limited", with a capital stock divided into 10,000 shares having no nominal or par value and into 25,000 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12355-55)

**Superior Smelters Corporation  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août 1955, constituant en corporation: Denyse Forget, Suzanne Lefebvre et Rita Angers, toutes sténographes et filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Superior Smelters Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000 divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 12355-55)

**Superior Smelters Corporation  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1955, incorporating: Denyse Forget, Suzanne Lefebvre and Rita Angers, all stenographers and spinsters, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Superior Smelters Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12091-55)

**T. Gaudet Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Y. Thomas Gaudet, comptable, Jean D'Orsonnens, gérant, et Françoise Laperrière, secrétaire tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacture et faire le commerce de marchandises et articles qui sont ordinairement fournis et vendus par les bijoutiers, sous le nom de "T. Gaudet Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682 C. E. CANTIN.

(A.G. 12091-55)

**T. Gaudet Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of July, 1955, incorporating: Y. Thomas Gaudet, accountant, Jean D'Orsonnens, manager, and Françoise Laperrière, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise and articles as are commonly supplied and dealt in by jewellers, under the name of "T. Gaudet Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12024-55)

**Ubaldo Forest & Fils Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juillet 1955, constituant en corporation: Ubaldo Forest, Gaston Forest, marchands, et Yolande Forest, sténographe, tous de La Visitation, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bois de construction et de tous autres matériaux

(A.G. 12024-55)

**Ubaldo Forest & Fils Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July, 1955, incorporating: Ubaldo Forest, Gaston Forest, merchants and Yolande Forest, stenographer, all of La Visitation, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber for building purposes and in all other building materials;

de construction; agir comme entrepreneur en construction, sous le nom de "Ubalde Forest & Fils Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Visitation, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

to operate as a building contractor, under the name of "Ubalde Forest & Fils Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Visitation, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

### Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11922-55)

#### Dorval Gardens Shopping Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq juillet 1955, à la compagnie "Dorval Gardens Shopping Centre Inc.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN,

### Supplementary Letters Patent

(A.G. 11922-55)

#### Dorval Gardens Shopping Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fifth day of July, 1955, to the company "Dorval Gardens Shopping Centre Inc.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(P.G. 12050-55)

#### Fairfield & Ellis, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix août 1955, à la compagnie "Fairfield, Ellis & Grant Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 21 décembre 1938, sous le nom originaire de "Barton & Ellis Limited", et par lettres patentes supplémentaires en date du 1er mars 1946, changeant ledit nom originaire en celui de "Fairfield, Ellis & Grant Limited", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 29 décembre 1950, changeant de nouveau son nom en celui de "Fairfield & Ellis, Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12050-55)

#### Fairfield & Ellis, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of August 1955, to the company "Fairfield, Ellis & Grant Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 21st, 1938, under the original name of "Barton & Ellis Limited", and by supplementary letters patent dated March 1st, 1946, changing the said original name to that of "Fairfield, Ellis & Grant Limited", and by additional supplementary letters patent dated December 29th, 1950, again changing the company's name to that of "Fairfield & Ellis Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(P.G. 12160-55)

#### Kenmac Chibougamau Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit août 1955, à la compagnie "Kenmac Chibougamau Mines Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de \$4,000,000 à \$9,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000,000 actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12160-55)

#### Kenmac Chibougamau Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighth day of August 1955, to the company "Kenmac Chibougamau Mines Limited" (No Personal Liability), increasing its capital from the sum of \$4,000,000 to \$9,000,000: the additional share capital being divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

Dated, at the office of the Attorney General, this eighth day of August 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(P.G. 12033-55)

**Montreal Mortgage and Discount Company, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept juillet 1955, à la compagnie "Montreal Mortgage and Discount Company, Limited", 1°) modifiant les dispositions de ses lettres patentes supplémentaires du 25 juin 1929; 2°) réduisant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 7,743 actions privilégiées de \$20.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12033-55)

**Montreal Mortgage and Discount Company, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of July 1955, to the company "Montreal Mortgage and Discount Company, Limited", 1°) modifying the provisions of its Supplementary letters patent dated June 25th, 1929; 2°) decreasing its capital: the cancelled share capital being divided into 7,743 preferred shares of \$20.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(P.G. 11256-55)

**Nahanni Mining Corporation (No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq août 1955, à la compagnie "Nahanni Mining Corporation" (No Personal Liability), augmentant son capital de \$50,000 à \$3,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,950,000 actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11256-55)

**Nahanni Mining Corporation (No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August fifth, 1955, to the company "Nahanni Mining Corporation" (No Personal Liability), increasing its capital stock from \$50,000 to \$3,000,000: the additional capital stock being into 2,950,000 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

**Arrêtés en Conseil**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 999

Québec, le 14 septembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

CONCERNANT la Réserve de Chasse de Princeville, comtés d'Arthabaska et de Mégantic.

ATTENDU QU'un groupe de propriétaires de boisés dans la région de Princeville a demandé la création d'une réserve de chasse sur leurs terrains privés;

ATTENDU QUE ces propriétaires allèguent que leurs boisés sont exposés à la destruction complète en cas d'incendie parce qu'ils ne disposent pas de moyens efficaces contre le feu;

ATTENDU QUE les propriétaires concernés se plaignent que les chasseurs prennent trop de liberté sur leurs terrains privés;

ATTENDU QUE certaines restrictions de chasse dans le territoire ci-après décrit seraient également une mesure opportune de conservation du gibier.

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

**Orders in Council**

**ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 999

Quebec, September 14, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the Princeville Hunting Reserve in the counties of Arthabaska and Mégantic.

WHEREAS a group of woodland owners in the Princeville area have requested the creation of a hunting reserve on their private property;

WHEREAS said owners allege that their woodlands are liable to be completely destroyed by fire due to inadequate protection;

WHEREAS the owners concerned complain that hunters take too many liberties on their private property;

WHEREAS certain hunting restrictions in the area hereinafter described would serve as an adequate measure for the conservation of game.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised statutes of Québec, 1941,

Consequently, it is ordained, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

QUE le territoire d'une étendue d'environ soixante-et-dix (70) milles carrés, borné au Nord par la rive-sud de la Rivière Bécancour, à l'est par la route 49 de Plessisville à Notre-Dame de Lourdes, au sud par la route 5 de Plessisville à Princeville et à l'ouest par le chemin allant de Princeville à Saint-Louis, le tout dans les comtés d'Arthabaska et de Mégantic, soit maintenant désigné sous le nom de Réserve de chasse de Princeville;

QUE d'hui au premier (1er) septembre 1958, toute chasse et le port d'armes de chasse soient défendus dans cette Réserve du premier (1er) décembre d'une année au trente-et-un (31) octobre de l'année suivante.

40683-o L. DÉSILETS,  
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 997

Québec, le 14 septembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux travailleurs en fourrure dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts-refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3746 du 17 octobre 1940, amendé par les arrêtés en conseil 184 et 2921 des 30 janvier et 3 novembre 1941, 902 du 15 avril 1942, 2096 du 2 août 1943, 1396 du 22 avril 1944, 1466 du 12 avril 1945, 3873 et 4468 des 25 septembre et 31 octobre 1946, 759-C du 16 mai 1947, 867-D du 9 juin 1948, 224-D du 22 février 1950, 347-D du 3 avril 1952 et 1151-E du 18 novembre 1954, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil des modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 juillet 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3746, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "p" de l'article V est radié et remplacé par le suivant:

"p) Lorsque la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération ou du Canada, la fête du Travail, le jour de la célébration de l'Immaculée Conception, le jour de Noël et le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint (jusqu'à midi), l'Ascension et la Toussaint ne tombent pas un dimanche, ces jours doivent être chômés et le salaire des employés doit leur être payé pour ces journées, comme s'ils avaient travaillé durant la journée régulière de travail, tel que stipulé dans le présent décret. Si l'employeur fait travailler ses employés l'un

THAT the territory of an area of some seventy (70) square miles, bounded northerly by the south bank of the Bécancour River, easterly by Route 49, from Plessisville to Notre Dame de Lourdes, southerly by Route 5, from Plessisville to Princeville and westerly by the road running from Princeville to Saint Louis, all of which in the counties of Arthabaska and Mégantic, shall henceforth be designated under the name of Princeville Hunting Reserve;

THAT from this day to that of September first 1958, any hunting or carrying of fire-arms for hunting purposes shall be prohibited in this Reserve as from the first (1st.) day of December of each year to the thirty-first (31st.) day of October of the following year.

40683 L. DÉSILETS,  
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 997

Quebec, September 14th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the fur workers in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fur workers of the district of Québec, rendered obligatory by the decree number 3746 of October 17th, 1940, as amended by Orders 184 and 2921 of January 30th and November 3rd, 1941, 902 of April 15th, 1942, 2096 of August 2nd, 1943, 1396 of April 22th, 1944, 1466 of April 12th, 1945, 3873 and 4468 of September 25th and October 31st, 1946, 759-C of May 16th, 1947, 867-D of June 9th, 1948, 224-D of February 22nd, 1950, 347-D of April 3rd, 1952 and 1151-E of November 18th, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 30th, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3746, be amended as follows:

1. Subsection "p" of section V is deleted and replaced by the following:

"p) In the event of the St. Jean Baptiste Day, Dominion Day or Canada Day, Labour Day, day of celebration of the Immaculate Conception, Christmas Day, New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, (until noon) Ascension Day and All Saints' Day not falling on Sunday, such holidays shall be observed and the employees' wages shall be paid for such days as if the regular working day had been worked, as mentioned in the present decree. Should the employer require his employees to work on anyone of these days, the latter shall

de ces jours, il doit les rémunérer au taux double du salaire prévu dans le décret, en plus du salaire pour la journée chômée.

Toutefois, pour avoir droit au privilège qui lui est accordé ci-haut, le salarié doit avoir travaillé tous les jours de la semaine, du lundi au samedi, durant laquelle il y a un tel congé chômé payé, ou bien, avoir été absent avec la permission de l'employeur ou pour cause de maladie et, dans ce dernier cas, il doit fournir, si requis, un certificat de médecin. L'employé régulier suspendu pendant la semaine de calendrier d'un jour chômé doit être payé pour ledit jour chômé."

2° Le dernier alinéa du paragraphe "q" de l'article V est remplacé par le suivant:

"Nonobstant les paragraphes précédents, tout salarié qui est congédié ou quitte son emploi, pour quelque raison que ce soit, avant le 15 juin de chaque année a droit à une indemnité de vacances équivalente à 2% du salaire total qu'il a gagné, à compter du 15 juin précédent jusqu'à la date de son départ, s'il a moins de trois (3) ans de service continu et à 4% du salaire calculé comme dit précédemment, s'il a plus de trois (3) ans de service continu pour son employeur."

3° L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. *Travail à domicile*: Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de la fourrure d'exécuter tout travail ou quelque partie de travail du métier de la fourrure, à domicile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client, au sens de la Loi de la convention collective. Il est aussi interdit à un employeur professionnel de faire exécuter à domicile du travail de la fourrure par un salarié."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

40705-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 997

Québec, le 14 septembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la fourrure, section du détail, région de Montréal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure, section du détail, région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 643 du 20 mai 1953;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 août 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

receive, in excess of the wages for the holiday, double time based on the rate established in the decree.

However, to be entitled to the privilege hereabove granted to them, employees must work every day of the week, from Monday to Saturday, in which falls a holiday with pay, or be absent only with the employer's permission or on account of illness and, in the latter case, they shall produce, on request, a doctor's certificate. Regular employees suspended during the calendar week of a holiday shall be paid for the said holiday."

2. The last paragraph of subsection "q" of section V is replaced by the following:

"Notwithstanding the foregoing subsections, any employee laid off or who leaves his employment, for any reason whatever, before June 15th of each year, is entitled to a vacation compensation equivalent to 2% of the total wages earned by him from the preceding June 15th up to the date of his departure, if he has less than three (3) years of continuous service, and to 4% of the wages computed as above if he has more than three (3) years of continuous service for his employer."

3. Section IX is replaced by the following:

"IX. *Home work*: No employee actually working for an employer of the fur industry shall have the right to perform any work or part thereof of the fur trade, at home, for the account, of any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer, within the meaning of the Collective Agreement Act, nor shall a professional employer have fur trade work executed at home by an employee."

(Document "B" annexed to the order).

40705-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 997

Quebec, September 14th, 1955.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the fur industry, retail section, district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fur industry, retail section, district of Montreal, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 643 of May 20th, 1953;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 6th, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE ledit décret numéro 643, soit modifié comme suit:

1° Le quatrième alinéa du paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

"Les employeurs peuvent cependant, par tolérance spéciale, garder à leur service, le samedi, pour les mois de janvier, février et mars, trois salariés à temps régulier. La semaine régulière de ces salariés ne doit pas, cependant, dépasser quarante-huit (48) heures devant être réparties selon les besoins de l'employeur, entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m.

Tout travail exécuté en dehors de ces heures doit être rémunéré au taux de salaire et demi."

2° L'alinéa suivant est ajouté à l'article IV:

"Nonobstant les dispositions du présent article, le salarié doit être payé en entier ou en partie pour la fête de Noël, selon qu'il aura travaillé en totalité ou non avant ladite fête durant une, deux, trois ou quatre semaines, la semaine de Noël étant incluse dans cette période de quatre semaines. La rémunération du salarié doit être équivalente à deux heures de travail par semaine au taux régulier et pour un maximum de huit (8) heures."

3° L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. *Vacances payées*: a) Les salariés doivent bénéficier de vacances payées pour le travail accompli durant la période comprise entre le 1er juin d'une année et le 31 mai de l'année suivante, aux conditions suivantes:

Tout salarié régi par le présent décret a droit à un congé annuel continu d'une durée de quatorze (14) jours et rémunéré de la façon suivante: soit 4% du salaire gagné durant la période comprise entre le 1er juin d'une année et le 31 mai de l'année suivante. Le maximum que peut recevoir un salarié pour ses vacances ne doit pas être supérieur au salaire de deux semaines normales de quarante (40) heures.

b) Un salarié présentement assujéti audit décret et ayant travaillé pour plus d'un employeur assujéti au même décret, peut réclamer de chacun d'eux des vacances payées, en proportion du temps qu'il a été à leur emploi et tel que prévu au paragraphe "a" du présent article.

c) Tout salarié qui quitte volontairement le service de son employeur durant la période comprise entre le 1er août et le 15 janvier de l'année suivante, pour toutes causes, excepté la maladie, ou le mariage d'une femme, perd le droit de réclamer de son employeur les vacances prévues dans cet article.

d) Tout salarié qui est congédié à raison d'une condamnation pour vol chez son employeur, perd le droit de réclamer les vacances prévues dans cet article.

e) Les vacances doivent être accordées et prises entre le 1er juin et le 31 août mais, sur demande du salarié avec le consentement de l'employeur, le Comité paritaire peut autoriser une autre période. Dans ce cas, cependant, le paragraphe "c" du présent article ne peut pas jouer."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

40705-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 997

Québec, le 14 septembre 1955.

THAT the said decree, number 643, be amended as follows:

1. The 4th paragraph of subsection "a" of section III is replaced by the following:

"The employers may, however, by special tolerance, keep three employees to work on Saturday, for the months of January, February and March, at stright time. The regular work week of such employees shall not, however, exceed forty-eight (48) hours to be distributed as required by the employer, between 8.00 a.m. and 6.00 p.m.

All time worked outside these hours shall be remunerated at the rate of time and one half."

2. The following paragraph is added to section IV:

"Notwithstanding the provisions of the present section employees shall be paid in whole or part for Christmas Day according as they have worked or not one, two, three or four weeks before Christmas, including Christmas week. The remuneration shall be equivalent to two hours' pay per week at regular rates, to the extent of eight hours."

3. Section IX is replaced by the following:

"IX. *Vacation with pay*: a) The employees shall benefit by a vacation with pay for work done during the period comprised between the 1st of June of one year and the 31st of May of the following year, pursuant to the following conditions:

Every employee governed by the present decree is entitled to a continuous yearly vacation of fourteen (14) days with pay equivalent to 4% of the wages earned during the period comprised between June 1st of one year and May 31st of the following year. Such vacation pay shall not exceed two standard 40-hour weeks pay.

b) An employee now governed by the said decree who has worked for more than one employer governed by the same decree may claim from each one of his employers a vacation with pay in proportion to the period worked in their employ and as provided for in subsection "a" of the present section.

c) Every employee voluntarily leaving the service of his employer in the period between August 1st and January 15th of the following year for any cause other than illness or, in the case of a female employee, marriage, loses the right to claim from his employer the vacation provided for in this section.

d) Every employee dismissed by reason of theft loses the right to claim the vacation provided for in this section.

e) Vacations shall be granted and taken between June 1st and August 31st but, upon request from an employee and with the employer's consent, the Parity Committee may authorize another period. In this case, however, subsection "c" of the present section shall not apply."

(Document "C" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

40705-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 997

Quebec, September 14th, 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par l'article I de la section 2 du décret numéro 324 du 30 mars 1950, amendé par les arrêtés en conseil numéros 625-B et 1094-C des 31 mai et 4 octobre 1950, 894-C du 14 août 1951, 1226-C du 19 novembre 1952, 82-B, 172-A, 403-A et 1257-A des 21 janvier, 19 février, 2 avril et 11 novembre 1953 et 799-B du 5 août 1954, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 6 août 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 324, soit modifié en radiant l'article I de la section 2 et en remplaçant par le suivant:

"SECTION 2

ARTICLE I

Pierre naturelle

I. a) *Juridiction industrielle*: Le présent article s'applique au travail de finition dans les industries de la pierre à chaux, de la pierre à sable et de toute autre pierre naturelle, à l'exception du granit et du marbre.

b) *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent article comprend toute la province de Québec.

II. *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants:

Métiers:	Salaires horaires
Taillieur de pierre . . . . .	\$1.40
Apprenti taillieur de pierre:	
1ère année . . . . .	0.80
2ème année . . . . .	0.95
3ème année . . . . .	1.10
Préposé au fonctionnement de raboteuse et tourneur de pierre:	
1ère année . . . . .	1.05
Après un an . . . . .	1.20
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum . . . . .	1.20
Préposé au fonctionnement des scies (de toutes sortes):	
1ère année . . . . .	1.05
Après un an . . . . .	1.15
Préposé aux grues:	
1ère année . . . . .	1.05
Après un an . . . . .	1.20
Aide et journalier . . . . .	1.05
Forgeron:	
1ère année . . . . .	0.95
2ème année . . . . .	1.05
Après deux ans . . . . .	1.35
Gardien (par semaine) . . . . .	30.00

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the building materials industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Section I of Part 2 of the decree number 324 of March 30th, 1950, amended by Orders in Council numbers 625-B and 1094-C of May 31st and October 4th, 1950, 894-C of August 14th, 1951, 1226-C of November 19th, 1952, 82-B, 172-A, 403-A and 1257-A of January 21st, February 19th, April 2nd and November 11th, 1953 and 799-B of August 5th, 1954, relating to the building materials industry in the Province of Quebec, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the Quebec Official Gazette, issue of August 6th, 1955.

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 324, be amended by deleting section I of part 2 and substituting the following therefor:

"PART 2

SECTION I

Natural Stone

I. a) *Industrial jurisdiction*: The present section governs any finishing operations in the industries of limestone, sand stone and any other natural stone with the exception of granite and marble.

b) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this section comprises the entire Province of Quebec.

II. *Rates of wages*: The minimum rates of wages shall be the following:

Trades	Wage rates per hour
Stone cutter . . . . .	\$1.40
Apprentice stone cutter:	
1st year . . . . .	0.80
2nd year . . . . .	0.95
3rd year . . . . .	1.10
Planer and stone turner:	
1st year . . . . .	1.05
After 1 year . . . . .	1.20
Carborundum machine operator . . . . .	1.20
Sawyer (all kinds of saws):	
First year . . . . .	1.05
After twelve months . . . . .	1.15
Craneman:	
First year . . . . .	1.05
After twelve months . . . . .	1.20
Helper and labourer . . . . .	1.05
Blacksmith:	
First year . . . . .	0.95
2nd year . . . . .	1.05
After two years . . . . .	1.35
Watchman (per week) . . . . .	30.00

III. *Durée du travail*: La durée maximum de travail des tailleurs de pierre et de leurs apprentis est de huit (8) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine et de quatre (4) heures le samedi. La durée maximum du travail pour les autres classifications mentionnées au présent article est de dix (10) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi.

Il n'y a aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les gardiens.

IV. *Taux pour travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison du taux régulier plus cinquante pour cent (50%). Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire doit être payé à ce taux plus cinquante pour cent (50%). Tout travail exécuté le dimanche en raison d'extrême urgence est rémunéré à raison du double du taux régulier. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé à raison du double de tel taux.

V. *Apprentissage*: a) Trois (3) années constituent la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de pierre et douze (12) mois d'emploi ininterrompu constituent celle des préposés au fonctionnement des raboteuses.

b) Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque huit (8) compagnons engagés dans chaque atelier.

c) Aucun apprenti ne peut commencer sa période d'apprentissage avant d'avoir atteint seize (16) ans ou après vingt-cinq (25) ans.

VI. *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent article qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période d'un (1) an a droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire annuel.

Si un salarié quitte son emploi ou est renvoyé avant d'avoir complété un (1) an de service, il a droit à un congé payé à raison de 2% du salaire gagné à compter de la date de son embauchage ou de la date de ses vacances précédentes, selon le cas.

VII. Nonobstant toutes autres dispositions, le présent article entre en vigueur à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté en conseil le rendant obligatoire et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1957."

De plus, le dernier paragraphe de la clause intitulée "Durée du décret", apparaissant à la fin dudit décret, est remplacé par le suivant:

"Nonobstant la clause précédente, les parties contractantes à la convention collective de travail ayant donné naissance aux dispositions de l'une ou l'autre des sections du présent décret, conservent le privilège de soumettre à l'expiration de leur convention initiale, une requête en amendement ou une nouvelle convention, si elles le jugent à propos.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

40705-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 997

Québec, le 14 septembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "E"

III. *Duration of labour*: The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day for the first five (5) days of the week and four (4) hours on Saturday, in respect of stone cutters and apprentice cutters. All other classifications of labour mentioned in this section I shall work ten (10) hours per day on the first five (5) days of the week and five (5) hours on Saturday.

There is no limitation of the daily or weekly duration of labour for watchmen.

IV. *Overtime rates*: All overtime is paid at the rate of time and one half of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime shall be paid the actual rate plus fifty per cent (50%). All work performed on Sunday because of an emergency is paid at double the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid at double the actual rate.

V. *Apprenticeship*: a) Three (3) years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of stone cutting and twelve (12) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for planermen.

b) At no time shall there be employed more than one (1) apprentice to each eight (8) journeymen in each shop.

c) No apprentice shall begin his apprenticeship indenture before sixteen (16) years of age or after twenty-five (25).

VI. *Vacation with pay*: Every employee subject to the present section, who has worked continuously for the same employer for a period of one year, shall be granted one week's vacation with pay on the basis of 2% of his annual earnings.

If an employee leaves or is dismissed before he has completed a year of service, he shall be entitled to vacation with pay on the basis of 2% of his earnings from the date of his employment or from the date of his previous vacation, as the case may be.

VII. Notwithstanding any other clause of the decree, the present section shall become effective from the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council rendering same obligatory and remain in force until March 31st, 1957."

Also, the last paragraph of the clause headed "Duration of the Decree" and appearing at the end of the said decree is replaced by the following:

"Notwithstanding the foregoing clause, the contracting parties to the collective labour agreement constituting any one of the parts of the present decree shall have the privilege at the expiration of their initial agreement, of submitting amendments thereto or a new agreement, as will be decided by them."

(Document "D" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

40705-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 997

Quebec, September 14th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "E"

**CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.**

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de la Construction des comtés de Terrebonne et Labelle a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 657 du 13 mai 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 971-E du 30 juin 1948, 623-A et 1085-B des 15 juin et 28 septembre 1949, 225-B, 915-D, 973-A et 1177-B des 22 février, 9 et 30 août et 26 octobre 1950, 926-H et 1228-E des 22 août et 31 août et 31 octobre 1951, 71-C, 387-C et 788-D des 31 janvier, 9 avril et 23 juillet 1952, 374-E et 759-C des 26 mars et 30 juin 1953, 799-A du 5 août 1954, et 760-H du 13 juillet 1955, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 août 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 657, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux minima de salaires*: Les taux minima de salaire sont les suivants pour chacun des métiers ci-après.

Métiers:	Salaires horaires	
	Terrebonne	Labelle
Briqueleur	\$1.65	\$1.60
Charpentier-menuisier	1.50	1.30
Charpentier-menuisier (à compter du 1er avril 1956)	1.55	1.30
Chauffeur de bouilloires devant posséder un certificat de 4ème classe	1.00	1.00
Chauffeur de camion (construction)	1.00	1.00
Chauffeur (construction)	1.00	1.00
Conducteur, attelage simple ou double	1.00	1.00
Conducteur de bélier mécanique	1.10	1.10
Conducteur de niveleuse	1.10	1.10
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence)	1.10	1.10
Conducteur de tracteur	1.00	1.00
Couvreur: amiante, ardoise, tuile et composition	1.05	1.05
Électricien: compagnon	1.35	1.20
Ferblantier-couvreur	1.15	1.15
Finisseur de ciment	1.05	1.05
Finisseur de plancher (boutique ou chantier)	1.00	1.00
Finisseur de plancher (gratté à la main ou à la machine)	1.00	1.00
Finisseur de plancher en mastic	1.00	1.00
Foreur et dynamiteur	1.05	1.05
Forgeron	1.05	1.05
Aide-forgeron	1.00	1.00
Gardien, employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures)	1.00	1.00

**CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the county of Terrebonne.**

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Building Industry Joint Committee of Terrebonne and Labelle counties has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 657 of May 13th, 1948, amended by Orders in Council numbers 971-E of June 30th, 1948, 623-A and 1085-B of June 15th and September 28th, 1949, 225-B, 915-D, 973-A and 1177-B of February 22nd, August 9th and 30th and October 26th, 1950, 926-H and 1228-E of August 22nd and October 31st, 1951, 71-C, 387-C and 788-D of January 31st, April 9th and July 23rd, 1952, 374-E and 759-C of March 26th and June 30th, 1953, 799-A of August 5th, 1954 and 760-H of July 13, 1955, relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 13th, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 657, be amended as follows:

1. Section III is replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates*: The minimum wage rates are as follows for each one of the trades hereafter mentioned:

Trades:	Hourly rates	
	Terrebonne	Labelle
Bricklayer	\$1.65	\$1.60
Carpenter-joiner	1.50	1.30
Carpenter-joiner (from April 1st, 1956)	1.55	1.30
Boiler fireman with 4th class certificate	1.00	1.00
Truck driver (construction)	1.00	1.00
Fireman (construction)	1.00	1.00
Horse driver, single or team	1.00	1.00
Bulldozer operator	1.10	1.10
Grader operator	1.10	1.10
Roller operator (steam or gasoline)	1.10	1.10
Tractor operator	1.00	1.00
Roofer: asbestos, slate, tile and composition	1.05	1.05
Electrician journeyman	1.35	1.20
Sheet metal worker — roofer	1.15	1.15
Cement finisher	1.05	1.05
Floor finisher (shop or field)	1.00	1.00
Floor finisher (machine or hand-scraping)	1.00	1.00
Mastic floor finisher	1.00	1.00
Driller, blaster	1.05	1.05
Blacksmith	1.05	1.05
Blacksmith's helper	1.00	1.00
Watchman, also employed as fireman with 4th class certificate (no daily limit of the duration of work, weekly maximum of 72 hours)	1.00	1.00

Gréeur.....	1.00	1.00	Rigger.....	1.00	1.00
Journalier.....	1.00	1.00	Labourer.....	1.00	1.00
Lettreur pour fins commerciales... ..	1.10	1.10	Commercial letterer.....	1.10	1.10
Limeur de scie.....	1.17	1.17	Saw setter.....	1.17	1.17
Machiniste.....	1.00	1.00	Machinist.....	1.00	1.00
Maçon (y compris tailleur sur chan- tier).....	1.65	1.60	Mason (including cutter on field)..	1.65	1.60
Mancœuvre (aide-plâtrier, brique- teur, maçon).....	1.10	1.10	Labourer (plasterer's, bricklayer's, mason's helper).....	1.10	1.10
Mécanicien.....	1.05	1.05	Mechanic.....	1.05	1.05
Mécanicien en isolement d'amiante.	1.10	1.10	Asbestos insulation mechanic.....	1.10	1.10
Mécanicien de machines fixes ou portatives.....	1.05	1.05	Stationary or portable engineman..	1.05	1.05
Mécanicien en tuyauterie, plom- bier, poseur d'appareils de chauf- fage:			Pipe mechanic, plumber, steam- fitter:		
Compagnon.....	1.50	1.35	Journeyman.....	1.50	1.35
Compagnon junior.....	1.35	1.20	Junior journeyman.....	1.35	1.20
Ouvrier tôlier (boutique).....	1.05	1.05	Tinsmith (shop).....	1.05	1.05
Peintre, décorateur, tapissier, vi- trier, vaporisateur.....	1.30	1.10	Painter, decorator, paper hanger, glazier, sprayman.....	1.30	1.10
Compagnon junior.....	1.00	1.00	Compagnon junior.....	1.00	1.00
Pilonneur, lisseur et épandeur d'as- phalte.....	1.00	1.00	Asphalt ramming, smoothing and spreading.....	1.00	1.00
Plâtrier.....	1.35	1.35	Plasterer.....	1.35	1.35
Porteur d'eau.....	1.00	1.00	Water carrier.....	1.00	1.00
Poseur de blocs de ciment.....	1.15	1.15	Cement block layer.....	1.15	1.15
Poseur d'armature métallique de béton.....	1.00	1.00	Concrete steel reinforcement layer.	1.00	1.00
Poseur de gicleurs.....	1.15	1.15	Sprinkler fitter.....	1.15	1.15
Poseur de lattes en bois, métalliques (ten-test, gyproc ou autre).....	1.05	1.05	Lather, wood, metal (ten-test, gy- proc, etc).....	1.05	1.05
Poseur de liège isolateur.....	1.00	1.00	Cork insulation layer.....	1.00	1.00
Poseur de marbre.....	1.27	1.27	Marble setter.....	1.27	1.27
Poseur de planchers en mastic.....	1.05	1.05	Mastic floor layer.....	1.05	1.05
Poseur de planchers.....	1.05	1.05	Floor layer.....	1.05	1.05
Poseur de terrazzo.....	1.16	1.16	Terrazzo layer.....	1.16	1.16
Poseur de tuiles.....	1.26	1.26	Tile layer.....	1.26	1.26
Poseur de tuiles d'asphalte.....	1.00	1.00	Asphalt tile layer.....	1.00	1.00
Poseur de "Weatherstrips".....	1.05	1.05	Weatherstrip layer.....	1.05	1.05
Préposé aux ascenseurs et monte- charge.....	1.00	1.00	Elevator operator.....	1.00	1.00
Préposé aux machines à polir le terrazzo à sec.....	1.05	1.05	Terrazzo polishing machine oper- ator, dry.....	1.05	1.05
Préposé aux machines à polir le terrazzo à l'eau.....	1.00	1.00	Terrazzo polishing machine oper- ator, wet.....	1.00	1.00
Préposé aux grues.....	1.10	1.10	Crane operator.....	1.10	1.10
Préposé aux compresseurs.....	1.00	1.00	Compressor operator.....	1.00	1.00
Préposé aux malaxeurs à vapeur, à gazoline, à l'huile, à l'électricité.....	1.05	1.05	Steam, gasoline, oil or electric mix- er operator.....	1.05	1.05
Préposé aux pelles à vapeur, à gazo- line, à l'huile, à l'électricité.....	1.05	1.05	Steam, gasoline, oil or electric sho- vel operator.....	1.05	1.05
Râtelier d'asphalte.....	1.00	1.00	Asphalt raker.....	1.00	1.00
Soudeur en tuyauterie (oxygène ou électricité).....	1.50	1.00	Pipe welder (acetylene or electric arc).....	1.50	1.00
Tireur de joints de pierre.....	1.37	1.37	Joint pointer (stone).....	1.37	1.37
Tireur de joints de planche murale.	1.25	1.25	Joint pointer (wallboard).....	1.25	1.25
Vérificateur du matériel et pointeur: par semaine.....	\$36.00	36.00	Material checker and time keeper (per week).....	\$36.00	36.00
Gardien sur chantier (nuit et jour) les heures de travail sont celles nécessitées par l'entreprise (maxi- mum hebdomadaire 72 heures): Par semaine.....	\$36.00	25.00	Watchman, field (night and day). The hours of work shall be as re- quired by employer (maximum of 72 hours per week).....	\$36.00	25.00

Les heures de travail en plus du maximum hebdomadaire doivent être rémunérées à raison de \$0.75 l'heure.

Les contremaîtres d'une équipe de quatre (4) hommes et plus doivent être rémunérés au taux de dix (0.10) cents de plus par heure que le salaire établi pour leur métier."

2° L'article VIII-A suivant est ajouté:

"VIII-A. *Vacances payées*: Dans le comté de Terrebonne, tous les employés de la construction ont droit à une semaine de vacances payées. En conséquence, chaque employé a droit à 2% de son salaire hebdomadaire, lequel 2% doit lui

The hours of work in excess of the weekly maximum shall be paid at the rate of \$0.75 per hour.

Foremen with four (4) or more men under their direction shall receive ten (\$0.10) cents more per hours than the rate set for their trade."

2. The following section VIII-A is added:

"VIII-A. *Vacation with pay*: In the county of Terrebonne, all employees of the construction industry are entitled to one week of vacation with pay. Therefore, every employee is entitled to 2% of his weekly wages, such 2% to be

être versé chaque semaine par son employeur, en plus de son salaire hebdomadaire."

3° L'article XVI est remplacé par le suivant:  
 "XVI. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1957. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60), ni de moins de trente (30) jours avant le premier avril de l'année 1957 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "E" annexé à l'arrêté)  
 L. DÉSILETS,  
 40705-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 948

Québec, le 31 août 1955.  
 Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des Modifications aux Règlements relatifs à la salubrité et à la sécurité du travail dans les mines et les carrières.

ATTENDU QUE par l'article 197 de la Loi des Mines de Québec, chapitre 196 des Statuts refondus de Québec, 1941, des règlements peuvent être faits par le Lieutenant-gouverneur en conseil concernant la salubrité et la sécurité du travail dans les mines, de manière à protéger la vie et la santé des ouvriers qui y sont employés;

ATTENDU QUE dans le but de réduire le nombre des accidents dans les exploitations de mines et de carrières, il y a lieu de modifier les règlements déjà établis.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des mines:

QUE les règlements suivants soient adoptés:

*Inspection des sorties d'urgence*. 167. Les sorties d'urgence doivent être inspectées au moins une fois par mois, et des rapports de ces inspections doivent être gardés dans les dossiers de la mine.

*Dispositifs de sécurité*. 168. Il est interdit, sans l'autorisation appropriée, de dérégler ou déranger les dispositifs de sécurité des installations de treuil.

QUE les articles 34a, 55, 90 et 101 de l'arrêté ministériel numéro 2290, en date du 8 novembre 1939, soient abrogés et remplacés par:

*Portes des cages*. 34a. Les portes des cages doivent être fermées durant le transport du personnel; elles doivent être munies de dispositifs les empêchant de s'ouvrir accidentellement: autant que possible, elles doivent être construites de façon que la cage soit complètement enfermée lorsque les portes sont fermées.

*Certificat de câbles d'extraction*. 55. Aucun câble d'extraction ne doit être installé s'il n'est accompagné d'un certificat du fabricant notant les détails suivants:

- Le nom et l'adresse du fabricant;
- le numéro de série du rouleau ou de la bobine;
- la date de fabrication;
- le diamètre et la circonférence du câble en pouces;
- le poids en livres par pied courant;
- le nombre de torons;
- le genre d'âme;
- le nombre de fils par toron;
- le diamètre des fils en décimales de pouce;

paid to him every week by his employer over and above his weekly wages."

3° Section XVI is replaced by the following:  
 XVI. *Duration of the decree*: The present decree shall remain in force until March 31st, 1957. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary within the period extending from the 60th to the 30th day prior to April 1st of the year 1957 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

(Document "E" annexed to the Order)  
 L. DÉSILETS,  
 40705-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
 EXECUTIVE CHAMBER COUNCIL

Number 948

Québec, August 31st, 1955.  
 Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING Amendments to the Regulations for the safety and protection of workmen in mines and quarries.

WHEREAS, by section 197 of the Quebec Mining Act, chapter 196 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, regulations may be made by the Lieutenant-Governor in Council respecting the sanitary condition and safety of the works in mines, so as to protect the life and health of the workmen therein employed;

WHEREAS, with the object of reducing the number of accidents in mines and quarries, the present regulations should be amended.

IN CONSEQUENCE, it is ordained on the recommendation of the Honourable the Minister of Mines:

THAT the following regulations be enacted:

*Inspection of emergency exits*. 167. Emergency exits shall be inspected at least once a month, and reports of these inspections shall be kept on file at the mine.

*Safety devices*. 168. No person shall, without the proper authority, change the adjustment or tamper with the safety devices on hoisting installations.

THAT sections 34a, 55, 90 and 101 of Order in Council No. 2290, dated November 8th, 1939, be repealed and replaced by:

*Cage doors*. 34a. Cage doors shall be closed when hoisting or lowering men; they shall be so fitted that they cannot be accidentally opened; where practicable, they shall be so constructed that the cage will be completely enclosed when the doors are closed.

*Hoisting rope certificates*. 55. No hoisting rope shall be used which is not accompanied by a certificate from the manufacturer giving the following information:

- Name and address of manufacturer;
- coil or reel number;
- date of manufacture;
- diameter and circumference of the rope in inches;
- weight per foot in pounds;
- number of strands;
- class of core;
- number of wires per strand;
- diameter of wires in decimals of an inch;

la limite de rupture en tonnes par pouce carré de l'acier dont se compose le fil;

la longueur du câble.

Ce certificat doit être accompagné d'un rapport d'un essai de rupture exécuté dans un laboratoire d'essais de câbles approuvé par l'inspecteur en chef des Mines; une copie de ce rapport doit être transmise au Ministre des Mines.

Ce certificat, ou une copie, doit être gardé à la mine et doit être montré à l'inspecteur qui en fait la demande.

*Ouverture des caisses d'explosifs.* 90. Les caisses contenant des explosifs ne doivent pas être ouvertes dans un dépôt, mais elles doivent être transportées à bonne distance et ouvertes à l'aide d'un coin et d'un maillet en matière non-métallique.

*Méthode de sautage des mines.* 101. Le sautage des explosifs doit se faire au moyen de détonateurs ou de cordons détonants.

a) Lorsqu'on emploie une mèche de sûreté, celle-ci doit avoir une longueur suffisante pour permettre au boute-feu de gagner son abri en toute sûreté, et aucune mèche de moins de trois pieds de longueur ne doit être employée dans le sautage des mines.

b) À moins d'une permission écrite de l'inspecteur des Mines, le sautage des explosifs au moyen d'un circuit électrique raccordé à une source fixe doit se faire avec une tension ne dépassant pas 250 volts.

QUE l'article 71 de l'arrêté ministériel numéro 716, en date du 7 juillet 1949, soit abrogé et remplacé par:

*Moteur à combustion interne.* 71. Aucun moteur à combustion interne ne peut être installé ou mis en marche dans les travaux souterrains. Cependant, l'inspecteur en chef des Mines peut permettre l'usage des locomotives du type diesel, spécialement construites pour les travaux souterrains, si l'exploitant se conforme aux conditions suivantes:

a) la locomotive ne doit être employée que dans les galeries principales de roulage où la ventilation est contrôlée par des moyens mécaniques;

b) la locomotive ne doit être employée que dans les galeries de roulage où il circule en tout temps un minimum de 75 pieds cubes d'air pur par minute par cheval vapeur de puissance effective des freins de la locomotive;

c) la locomotive doit être équipée d'un modèle approuvé de nettoyeur et de filtre à gaz d'échappement;

d) la proportion de monoxyde de carbone contenu dans les gaz d'échappement ne doit jamais excéder 0.25 pour cent en volume;

e) la locomotive doit être équipée d'un extincteur portatif efficace;

f) l'huile combustible ne doit être descendue sous terre que dans des récipients métalliques fermés, et l'approvisionnement ainsi remis ne doit pas dépasser 45 gallons;

g) l'approvisionnement de la locomotive ne doit être fait que dans un poste d'approvisionnement à l'épreuve du feu, bien ventilé et pourvu d'un plancher en béton à surface unie. Des appareils efficaces à incendie doivent être gardés à portée de la main;

h) toute l'huile répandue doit être enlevée immédiatement au moyen de sable ou autre absorbant efficace, déposée dans un récipient à l'épreuve du feu et transportée quotidiennement à la surface;

i) l'exploitant doit maintenir pour chaque locomotive un registre dans lequel il doit inscrire, au moins une fois par semaine, la quantité de monoxyde de carbone dans les gaz d'échappe-

ment breaking stress of steel of which the wire is made, in tons per square inch;

length of rope.

This certificate shall be accompanied by a report of a breaking test carried out by a rope-testing laboratory approved by the Chief Inspector of Mines; a copy of this report shall be forwarded to the Minister of Mines.

The certificate, or a copy of the certificate, shall be kept on hand at the mine, and shall be exhibited to the inspector when required.

*Opening cases containing explosives.* 90. Cases containing explosives shall not be opened in a magazine, but shall be removed well clear therefrom, and opened by means of wedge and mallet composed of non-metallic material.

*Methods of firing.* 101. The detonation of explosive charges shall be carried out by means of blasting caps or detonating cord.

a) Where safety fuse is used its length shall be such as to allow sufficient time for the blaster to seek shelter, and no fuse shorter than three feet shall be used in any blasting operation.

b) Where blasts are fired by electricity from a fixed source of supply, the voltage shall not exceed 250 volts, except with the written permission of the Inspector of Mines.

THAT section 71 of Order in Council No. 716, dated July 7th, 1949, be repealed and replaced by:

*Internal combustion engines.* 71. No internal combustion engines shall be installed or operated underground in any mine. However, Diesel locomotives especially designated for underground use, may be approved by the Chief Inspector of Mines, if the following conditions are observed by the operator;

a) the locomotive shall only be operated in haulage-ways where the ventilation is controlled by mechanical means;

b) the locomotive shall only be operated in haulage-ways where clean fresh air is supplied, sufficient to ensure the maintenance of a minimum air flow of 75 c.f.m. per B.H.P. of the locomotive;

c) the locomotive shall be equipped with an approved type of scrubber and filter;

d) the carbon monoxide content of the exhaust gases shall never exceed 0.25 per cent by volume;

e) a portable fire extinguisher of suitable type shall be carried on the locomotive;

f) fuel oil brought underground shall be in closed metal containers, and the amount shall not exceed forty-five gallons;

g) the fueling of the locomotive shall be carried out in a filling station of fireproof construction, adequately ventilated and provided with a smooth concrete floor. Adequate fire extinguishing apparatus shall be maintained close at hand;

h) any oil spilt shall be taken up at once with sand or other suitable absorbent and deposited in a fireproof receptacle and removed daily from the mine;

i) for each locomotive, the operator shall maintain a log book in which, at least once a week, shall be recorded the carbon monoxide content of the exhaust gases, the free air supply in terms

ment, la quantité d'air pur en pieds cubes par minute, et l'heure du changement de solution dans le nettoyeur.

QUE l'article 1 de l'arrêté ministériel numéro 2290, en date du 8 novembre 1939, soit modifié en y ajoutant les paragraphes suivants:

- f) un éclatement de roche (rock burst) ou un déplacement important et inattendu de terrain;
- g) tout cas d'évanouissement résultant de l'asphyxie.

(Signé) L. DÉSILETS,  
Greffier du Conseil Exécutif. 40718-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 996

Québec, le 14 septembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT un amendement à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil un amendement à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, sauf celui en vigueur dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 21 mai 1955;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE les dispositions suivantes soient ajoutées à la fin de l'échelle des salaires minima apparaissant dans les décrets ci-après mentionnés, à l'article indiqué en regard de chacun d'eux, et que les autres corrections spécifiées soient également apportées à chacun desdits décrets:

	<i>Taux horaires</i>
"Monteur de fer structural . . . . ."	\$1.90
Soudeur de fer structural, brûleur, gré- eur . . . . .	1.90
Apprenti:	

Les taux de salaires doivent être basés sur les pourcentages suivants des taux minima payables aux travailleurs en fer structural qualifiés:

1ère année . . . . .	70%
2ème année . . . . .	85%

Note: La période complète d'apprentissage est de deux (2) ans et l'employeur peut embaucher un apprenti par trois (3) travailleurs en fer structural employés sur un chantier ou fraction de ce nombre."

1° Décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements — région de Chicoutimi — article V (salaires). De plus,

a) Le paragraphe "e" de l'article III est remplacé par le suivant:

"e) Nonobstant toute disposition à ce contraire contenue dans tout autre décret pris en exécution de la Loi de la convention collective.

1. La fabrication sur les lieux et l'installation des ascenseurs et des monte-charge sont assujettis aux dispositions du présent décret, lorsque le bureau-chef de l'employeur exécutant tels travaux est situé dans les limites de la juridiction territoriale du présent décret,

of cubic feet per minute, and the time of each change of the solution in the scrubber.

THAT section 1 of Order in Council No. 2290, dated November 8th, 1939, be amended by adding thereto the following paragraphs:

- f) any rock burst, or major unexpected ground movement;
- g) any case of loss of consciousness resulting from asphyxiation.

(Signed) L. DÉSILETS,  
Clerk of the Executive Council. 40718-o

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 996

Quebec, September 14th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING an amendment to the decrees governing the construction industry and trades in the province.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council, an amendment to the decrees governing the construction industry and trades in the province, excepting the one in force in the district of Montreal;

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of May 21st, 1955;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the following provisions be added at the end of the minimum wage scale contained in the decrees hereafter mentioned, in the section indicated, and that the other corrections specified be made to each one of the said decrees:

	<i>Hourly rates</i>
"Structural iron erector . . . . ."	\$1.90
Structural iron welder, burner, rigger . . . . .	1.90
Apprentice:	

Wage rates shall be based on the following percentage of the minimum rates payable to skilled structural iron workers:

1st year . . . . .	70%
2nd year . . . . .	85%

Note: The entire apprenticeship period shall consist of two (2) years and the employer may hire one apprentice to each three (3) structural iron workers or fraction thereof employed on a job."

1. Decree No. 1743 of July 11th, 1941, as amended, Chicoutimi region. Section V (Wages) Also,

a) Subsection "e" section III is replaced by the following:

"e) Notwithstanding any contrary provision in any other decree under the Collective Agreement Act.

1. The construction on the premises and the installation of elevators are governed by the provisions of the present decree when the head office of the employer carrying out such operations is situated within the limits of the territorial jurisdiction of the present decree.

2. Toutefois, les taux de salaire payables aux ouvriers préposés à la fabrication sur les lieux et à l'installation des ascenseurs et monte-charge sont ceux stipulés dans le décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction de la région de Montréal."

b) L'article VII est radié.

2° Décret numéro 658 du 13 mai 1948 et amendements — comtés de Drummond, Arthabaska et de Nicolet — article IV (salaires). De plus, l'article V est radié.

3° Décret numéro 1254 du 10 novembre 1949 et amendements — région de Hull — article III (salaires). De plus, l'article III-A est radié.

4° Décret numéro 760 du 30 juin 1953 et amendements — région de Québec — article IV (salaires).

5° Décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et amendements — région de Rimouski — article IV (salaires).

6° Décret numéro 1519 du 18 septembre 1947 et amendements — région des Cantons de l'Est — article IV (salaires).

7° Décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements — région de Sorel — article III (salaires).

8° Décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements — comtés de Terrebonne et Labelle — article III (salaires). De plus, l'article III-A est radié.

L. DÉSILETS,

40705-o

Greffier du Conseil Exécutif.

2. However, the wages rates payable to workers engaged in the construction on the premises and the installation of elevators, shall be the rates established in the decree relating to the constructions industry and trades in the district of Montreal and in the decree relating to the structural steel industry in the province of Quebec."

b) Section VII is deleted.

2° Decree No. 658 of May 13th, 1948, as amended, counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet — Section IV (Wages). Also, Section V is deleted.

3° Decree No. 1254 of November 10th, 1949, as amended, Hull region — Section III (Wages). Also, Section III-A is deleted.

4° Decree No. 760 of June 30th, 1953, as amended, Quebec region — Section IV (Wages).

5° Decree No. 802 of July 8th, 1953, as amended, Rimouski region — Section IV (Wages).

6° Decree No. 1519 of September 18th, 1947, as amended, Eastern Township region — Section IV (Wages).

7° Decree No. 602 of June 9th, 1954, as amended, Sorel region — Section III (Wages).

8° Decree No. 657 of May 13th, 1948, as amended, counties of Terrebonne and Labelle — Section III (Wages). Also, Section III-A is deleted.

L. DÉSILETS,

40705-o

Clerk of the Executive Council.

## Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 373353. Dame Amy (Ruth) Mitchell, épouse de Sydney Robert Shorr, vendeur, tous deux de la cité de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son époux.

Montréal, 9 mai 1955.

Le Procureur de la demanderesse,

40686

LOUIS GLAZER, C.R.

Canada, Province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, N° 14,170. Dame Juliette Lemay, épouse de Marie-Louis Gagnon, comptable de la cité de Sherbrooke, district de St-François, demanderesse, vs Marie-Louis Gagnon, comptable, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

### AVIS D'ACTION EN SÉPARATION DE BIENS

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur le 15ème jour de septembre 1955.

Sherbrooke, ce 16 septembre 1955.

Les Procureurs de la demanderesse.

40692-o

LEBLANC, DELORME,  
BARNARD & LEBLANC.

## Actions for Separation as to Property

Province of Quebec, District of Montreal, No. S.C. 373353. Dame Amy (Ruth) Mitchell, wife of Sydney Robert Shorr, salesman, both of the city of Montreal, has sued her husband in separation as to property.

Montreal, May 9th, 1955.

LOUIS GLAZER, Q.C.,

40686-o

Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of St. Francis, Superior Court, No. 14,170. Juliette Lemay, wife legally common as to property of Marie-Louis Gagnon of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, vs Marie-Louis Gagnon, accountant, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, defendant.

### NOTICE OF ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, the 15th day of September 1955.

Sherbrooke, this 16th day of September 1955.

LEBLANC, DELORME,

40692-o

BARNARD & LEBLANC,  
Attorneys for the plaintiff.

## Avis divers

Avis est donné que "Christian Assembly of Cap de la Madeleine", 225 rue St-Pierre, Cap de la Madeleine, district de Trois-Rivières, a demandé au Lieutenant-gouverneur en Conseil sa constitution en corporation, en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises.

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the "Christian Assembly of Cap de la Madeleine", of 225 St. Peter St., Cap de la Madeleine, district of Three-Rivers, has applied to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the Church Incorporation Act.

Sherbrooke, P. Q., 22 août 1955.

Sherbrooke, P. Q., this 22nd August 1955.

Le Procureur de la requérante,  
40527-34-5 W. H. BRADLEY, C.R.

W. H. BRADLEY, Q.C.,  
40527-34-5-o Attorney for the applicant.

AVIS

NOTICE

Avis est par les présentes donné de la présentation d'une pétition au Lieutenant-gouverneur en conseil pour l'incorporation de l'"Église Baptiste Évangélique Canadienne Française" — "(French Canadian Evangelical Baptist Church)" dans le district de Montréal, sous le titre de Loi de la constitution de certaine Églises, S.R.Q. 1941, chapitre 311.

Notice is hereby given of the presentation of a Petition to the Lieutenant-Governor in Council for the Incorporation of the "Église Baptiste Évangélique Canadienne Française" — "(French Canadian Evangelical Baptist Church)" in the district of Montreal, under the provisions of the Church Incorporation Act, Chapter 311, R. S. Q. 1941.

Montréal, le 8 juin 1955.

Montreal, June 8th, 1955.

Les Pétitionnaires,  
Église Baptiste Évangélique  
Canadienne Française,  
French Canadian Evangelical Baptist Church.  
Par le Procureur des pétitionnaires,  
ROYAL E. C. WERRY, C.R..  
Édifice du Tramway, 159, rue Graig est,  
Montreal 1, Québec. 40646-37-5-o

Église Baptiste Évangélique  
Canadienne Française,  
French Canadian Evangelical Baptist Church,  
Petitioners.  
ROYAL E. C. WERRY, Q.C.,  
Attorney for the petitioners.  
Tramways Building, 159 Craig St., West,  
Montreal 1, Quebec. 40646-37-5-o

Avis de rachat partiel

Partial Redemption Notice

Municipalité du canton de Dunham  
(Comté de Missisquoi)

Municipality of the township of Dunham  
(County of Missisquoi)

Émission d'obligations au montant de \$250,000 à 4% datée du 1er novembre 1951 et payable par séries jusqu'au 1er novembre 1961 (règlement N° 68).

Issue of bonds for \$250,000 at 4% dated November 1st, 1951 and payable serially until November 1st, 1961 (By-law No. 68).

Avis public est, par les présentes, donné que la municipalité du canton de Dunham, comté de Missisquoi rachètera par anticipation, au pair le 1er novembre 1955, conformément à la clause de rachat insérée au règlement d'emprunt et reproduite sur les obligations, les obligations suivantes se montant à \$25,000:

Public notice is hereby given that the Municipality of the township of Dunham, county of Missisquoi, will redeem in anticipation, at par, on the 1st of November, 1955, in conformity with a redemption clause inserted in the loan By-law and reproduced on the bonds, the following bonds amounting to \$25,000:

6 X \$500 Nos 21, 22, 23, 24, 25 et 26 échéant le 1er novembre 1961; et 22 X \$1,000 Nos 216 à 237 inclusivement échéant le 1er novembre 1961.

6 X \$500 Nos 21, 22, 23, 24, 25 and 26 maturing November 1st, 1961; and 22 X \$1,000 Nos 216 to 237 inclusively maturing November 1st, 1961.

Lesdites obligations deviendront dûes et payables et seront payées et rachetées, principal et intérêt à la date indiquée ci-dessus, en monnaie légale du Canada, avec l'intérêt accru jusqu'au 1er novembre 1955, sur présentation et remise d'icelles, avec ensemble tous les coupons d'intérêt y attachés échéant après le 1er novembre 1955, au bureau de la Banque Canadienne de Commerce à Montréal, Québec ou Bedford, au choix du détenteur.

The said bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed in principal and interest, at the above mentioned date, in legal money of Canada, with interest accrued until November 1st, 1955, upon presentation and surrender of same, together with, thereto attached, all interest coupons maturing after November 1st, 1955, at the office of the Canadian Bank of Commerce in Montreal, Quebec or Bedford, at the holder's option.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er novembre 1955.

The said bonds will cease to bear interest as from November 1st, 1955.

Donné à Dunham, comté de Missisquoi, ce 16e jour de septembre 1955.

Given at Dunham, county of Missisquoi, this 16th day of September, 1955.

Le Secrétaire-trésorier,  
40687 (Signé) J. FAVREAU.

(Signed) J. FAVREAU,  
40687-o Secretary-Treasurer.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a émis, le dix juin 1955, un certificat constituant en corporation la "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-André", dont le siège social est situé dans la paroisse de Saint-André de Shawinigan Sud 2, dans le district judiciaire des Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has issued on June tenth, 1955, a certificate of incorporation for the "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-André", whose head office is situate in the parish of Saint-André of Shawinigan-South-2, in the judicial district of Trois-Rivières, and such, pursuant to the provisions of sections 15 and following of the Act respecting the "Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières", 3-4 Elizabeth II, chapter 161.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le seize juin 1955.

Given at the office of the Provincial Secretary on June sixteenth, 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
40689-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,  
40689 Under Secretary of the Province.

(P.G. 11844-55)

LAITERIE MONT ST-BRUNO DAIRY INC.

Règlement N° 5

“Attendu que le nombre des requérants pour l'obtention d'une charte suivant la Loi des compagnies de Québec a fixé à trois (3) le nombre des directeurs de la compagnie;

Attendu qu'il est de l'intérêt de la compagnie de porter ce nombre de trois (3) à six (6) directeurs;

Attendu qu'un règlement à cet effet est nécessaire;

Il est résolu à l'unanimité de porter de trois (3) à six (6) le nombre des directeurs de la compagnie.”

Règlement adopté le 12 juillet 1955.

Le Secrétaire,

40688-o

CHARLES-A. LUSSIER.

(A.G. 11844-55)

LAITERIE MONT ST-BRUNO DAIRY INC.

By-law No. 5

“Whereas the number of petitioners for the obtainment of a charter according to the Quebec Companies' Act settled for three (3) in the number of Directors of the Company;

Whereas it is in the interest of the company to carry this number of three (3) to six (6) Directors;

Whereas a by-law to this effect is necessary;

It is resolved, unanimously, to carry from three (3) to six (6) the number of directors of the company.”

By-law adopted on July 12th, 1955.

CHARLES-A. LUSSIER,

40688

Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif “Syndicat Coopératif d'Aqueduc du Rang 9 d'Alma”, en date du 10 juin 1955, dont le siège social est situé rang 9, Saint-Joseph d'Alma, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le neuf septembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,

40698-o

JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate “Syndicat Coopératif d'Aqueduc du Rang 9 d'Alma”, under date of June 10th, 1955, whereof the head office is at range 9, Saint Joseph d'Alma, county of Lake St. John and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,

40698

Under Secretary of the Province.

Province de Québec — Ville de Bagotville

TIRAGE AU SORT

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 175, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-3, 35, 36, 43, 101, 132, 174, 178, 185, 216, 237, 319, 350, 361, 384, 393, 410, 452, 493, 498, 540.

Dénomination de \$500.00: D-3, 51, 101, 131, 283, 328, 348, 367, 381, 398, 428, 457, 530, 676, 764, 788, 824, 831, 833, 836, 854, 880, 893, 962, 973.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er novembre 1955, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,

40707-o

JOS. EUGÈNE TREMBLAY.

Province of Quebec — Town of Bagotville

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 175, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00: C-3, 35, 36, 43, 101, 132, 174, 178, 185, 216, 237, 319, 350, 361, 384, 393, 410, 452, 493, 498, 540.

Dénomination de \$500.00: D-3, 51, 101, 131, 283, 328, 348, 367, 381, 398, 428, 457, 530, 676, 764, 788, 824, 831, 833, 836, 854, 880, 893, 962, 973.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1955, from which date they shall cease to bear interest.

JOS. EUGÈNE TREMBLAY,

40707-o

Secretary-Treasurer.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 26 octobre 1955 et présentés avant le 7 décembre 1955, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 26 novembre 1955 et reçues avant le 1er décembre 1955, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 21 décembre 1955.

Québec, le 12 juillet 1955.

Le Greffier de l'Assemblée législative,  
40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 26th, 1955 and introduced before December 7th, 1955; petitions for private bills shall be presented prior to November 26th, 1955 and received prior to December 1st., 1955, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 21st, 1955.

Quebec, July 12th, 1955.

ANTOINE LEMIEUX,  
40279-28-18 Clerk of the Legislative Assembly.

**Chartes — Abandon de**

**Charters — Surrender of**

**DONSHAW INVESTMENTS LIMITED**

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Donshaw Investments Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, P. Q., ce 15e jour de septembre 1955.

40690

Le Secrétaire,  
W. P. CREAGH.

**LOU SPIER INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lou Spier Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 16e jour de septembre 1955.

Les Procureurs de "Lou Spier Inc.",  
LIVERMAN, LIVERMAN & BRISKIN.  
1435 rue St-Alexandre,  
Montréal, Québec. 40699

**AVIS**

**P. & S. INVESTMENT CORPORATION**

La compagnie P. & S. Investment Corporation donne, par les présentes, avis qu'en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, elle s'adressera au Procureur général pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 19 septembre 1955.  
Le Secrétaire-trésorier,  
A. ARONOVITCE. 40700

**DONSHAW INVESTMENTS LIMITED**

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "Donshaw Investments Limited" hereby gives notice that this company will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Dated at Montreal, P. Q., this 15th day of September, 1955.

40690-o

W. P. CREAGH,  
Secretary.

**LOU SPIER INC.**

Notice is hereby given that the "Lou Spier Inc." a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 16th day of September 1955.

LIVERMAN, LIVERMAN & BRISKIN,  
Attorneys for "Lou Spier Inc."  
1435 St. Alexander Street,  
Montreal, Quebec. 40699-o

**NOTICE**

**P. & S. INVESTMENT CORPORATION**

P. & S. Investment Corporation hereby gives notice that it will make application to the Attorney General under the provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General.

Montreal, September 19th, 1955.  
A. ARONOVITCE,  
Secretary-Treasurer. 40700-o

**Compagnies dissoutes**

**Companies Dissolved**

(P.G. 12518-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Building Renovators Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 mai 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
C. E. CANTIN. 40682-o

(P.G. 10524-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée

(A.G. 12518-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Building Renovators Limited", incorporated by letters patent dated May 28th, 1930.

Notice is also given that from and after September fifteenth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,  
Deputy Attorney General. 40682

(A.G. 10524-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attor-

par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Charles Shrybman Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 avril 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11060-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Esna Development Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juin 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 19718-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Friedlander Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 mai 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11055-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Monlac Construction Limitée — Monlac Construction Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 juin 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11324-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Suffolk Sales Ltd.", constituée en

ney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Charles Shrybman Limited", incorporated by letters patent dated April 23rd, 1945.

Notice is also given that from and after September fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 11060-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Esna Development Corporation", incorporated by letters patent dated June 30th, 1952.

Notice is also given that from and after september fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 19718-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Friedlander Inc.", incorporated by letters patent dated May 5th, 1941.

Notice is also given that from and after September fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 11055-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Monlac Construction Limitée — Monlac Construction Limited", incorporated by letters patent dated June 23rd, 1948.

Notice is also given that from and after September fifteenth 1955 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

(A.G. 11324-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Suffolk Sales Ltd.", incorporated by letters patent dated

corporation par lettres patentes en date du 22 septembre 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze septembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
40682-o C. E. CANTIN.

September 22nd, 1952.

Notice is also given that from and after September fifteenth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,  
40682 Deputy Attorney General.

## Demandes à la Législature

### AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de loi fixant les conditions d'admission de Raymond S. Lette, de Hampstead, district de Montréal, à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Montréal, le 14 septembre 1955.

Le Procureur du requérant,  
40664-37-4-o RENÉ DURANLEAU, C.R.

### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation Municipale du village de Causapsal, dans le comté de Matapédia, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent dans les limites de son territoire.

Québec, le 17 septembre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,  
40695-38-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

### AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Mont-Joli, dans le comté de Matane, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

1° Imposer une taxe de 1% dite taxe d'éducation.

Mont-Joli, le 10 septembre, 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,  
40696-38-4-o RHEAULT & CARLE.

### AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Banque de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement N° 2232 de la cité de Montréal et l'acte exécuté en conformité de tel règlement devant maître L. A. Marchessault, N.P., le 6ième jour de juin 1955 sous le numéro 12557 de ses minutes autorisant la dite banque, sujet aux provisions et conditions y stipulées, à construire, reconstruire et maintenir une structure à étages multiples au-dessus et un tunnel en-dessous de la ruelle des Fortifications et pour d'autres fins.

Montréal le 24 septembre 1955.

Les Procureurs du requérant,  
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,  
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN.  
40708-38-4-o

## Applications to Legislature

### NOTICE OF APPLICATION TO THE LEGISLATURE

The undersigned gives notice that he will submit at the next session of the Legislature of Quebec a bill fixing the conditions for the admission of Raymond S. Lette, of Hampstead, district of Montreal, to the practice of Law in the Province of Quebec.

Montreal, September 14th, 1955.

RENÉ DURANLEAU, Q.C.,  
40664-37-4-o Attorney for the petitioner.

### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the village of Causapsal, in the county of Matapédia, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing it to impose a municipal sales tax within the limits of its territory.

Quebec, le 17 septembre 1955.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,  
40695-38-4 Attorney for the petitioner.

### PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School municipality of Mont-Joli, in the county of Matane, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, to request the adoption of a bill for the following objects:

1. To impose a tax of 1% for educational purposes.

Mont-Joli, September 10th, 1955.

RHEAULT & CARLE,  
40696-38-4 Attorneys for the petitioner.

### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Bank of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act to ratify and confirm By-law No. 2232 of the City of Montreal and a deed passed pursuant thereto before L. A. Marchessault, notary on the sixth day of June 1955 under No. 12557 of his original minutes granting permission to the said Bank, subject to the terms and conditions therein set forth, to construct, reconstruct and maintain a multi-storey structure over and a tunnel under Fortification Lane and for other purposes.

Montreal, September 24th 1955.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,  
CLIFF, McMASTER & MEIGHEN,  
40708-38-4-o Attorneys for Applicant.

## AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la "Commission Scolaire catholique de Notre-Dame Auxiliatrice (Saint-Jean)" dans le comté de Saint-Jean s'adressera à l'Assemblée législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle de cinq cents dollars à chacun de ses commissaires et, en outre, annuellement, une somme additionnelle de trois cents dollars au président de ladite commission.

Saint-Jean, P.Q., 19 septembre, 1955.

Le Procureur de la requérante,  
40709-38-4-o JACQUES CARTIER, C.R.

## PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Commission Scolaire catholique de Notre-Dame Auxiliatrice (Saint-Jean)" in the county of Saint-Jean will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote a law authorizing the payment from and after the 1st of January 1955, of an allowance of five hundred dollars yearly, to each commissioner of the Commission and also an additional sum of three hundred dollars annually, to the chairman of the said commissioners.

Saint-Jean, September 19th, 1955.

JACQUES CARTIER, Q.C.,  
40709-38-4-o Attorney for the Applicant.

## Département des Affaires municipales

## ANNEXION À LA VILLE DE ASBESTOS

A qui les présentes peuvent concerner:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté ministériel N° 985, du 14 septembre, 1955, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de donner au règlement N° 341 de la ville de Asbestos, l'approbation prévue par la Loi, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous, est annexé à la ville de Asbestos.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire situé dans le canton de Shipton, comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton:

1° Les lots de subdivision 12G-7, 12G-8 et une partie de 12G-1 du rang III limités au nord par la ligne sud du lot 12G-17; au sud par l'alignement nord du chemin public Asbestos/Danville; à l'ouest par la ligne est des lots de subdivision 12G-66 et 12G-68; à l'est par la ligne ouest du lot de subdivision 12G-6 prolongée à travers le lot de subdivision 12G-1 jusqu'au côté nord du susdit chemin public.

2° Les lots de subdivision 12G-2, 12G-3, 12G-4, 12G-5, 12G-65 et une partie des lots de subdivision 12G-1 et 12G-67 limitée au nord par la ligne sud des lots de subdivision 12G-10 et 12G-15; au sud par l'alignement nord du chemin public Asbestos/Danville; à l'est par la ligne ouest du lot de subdivision 12G-9 prolongée à travers le lot de subdivision 12G-67 jusqu'à l'alignement nord du susdit chemin public; à l'ouest par la ligne est du lot de subdivision 12G-6 prolongée à travers le lot de subdivision 12G-1 jusqu'au même alignement nord du susdit chemin public.

3° Une partie non subdivisée du lot originaire 12G limitée à l'ouest par la ligne est des lots de subdivision 12G-9 et 12G-67; au sud par l'alignement nord du chemin public Asbestos/Danville; au sud-est par la ligne séparative des lots originaires 12G et 11D; au nord par la ligne sud des lots de subdivision 12G-63 et 12G-62, la dernière prolongée dans la partie non subdivisée du lot originaire 12G jusqu'à la ligne est du lot de subdivision 12G-9;

Lequel territoire à être détaché de la municipalité du canton de Shipton, dans le comté municipal de Richmond.

Le Ministre des Affaires municipales,  
40684-o YVES PRÉVOST.

## Department of Municipal Affairs

## ANNEXATION TO THE TOWN OF ASBESTOS

To whom these presents may concern:

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 985, dated September 14th, 1955, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve By-law No. 341 of the town of Asbestos in accordance with the Act, and to enact that, from and after the date of publication of this notice, the territory mentioned in said by-law and hereinafter described, is annexed to the town of Asbestos.

This territory is as follows:

A territory situated in the township of Shipton, comprising, with reference to the official cadastre for said township:

1. Lots of subdivision 12G-7, 12G-8 and a portion of 12G-1, range III, bounded northerly by the southern line of lot 12G-17; southerly, by the northern alignment of public highway Asbestos/Danville; westerly by the eastern line of lots of subdivision 12G-66 and 12G-68; easterly by the western line of lot of subdivision 12G-6 extending across lot of subdivision 12G-1 as far as the northern side of the abovementioned public highway.

2. Lots of subdivision 12G-2, 12G-3, 12G-4, 12G-5, 12G-65 and a portion of lots of subdivision 12G-1 and 12G-67 bounded northerly by the southern line of lots of subdivision 12G-10 and 12G-15; southerly by the northern alignment of public highway Asbestos/Danville; easterly by the western line of lot of subdivision 12G-9 extending across lot of subdivision 12G-67 as far as the northern alignment of the abovementioned public highway; westerly by the eastern line of lot of subdivision 12G-6 extending across lot of subdivision 12G-1 as far as the same northern alignment of the abovementioned public highway.

3. A non-subdivided portion of original lot 12G bounded westerly by the eastern line of lots of subdivision 12G-9 and 12G-67; southerly by the northern alignment of public highway Asbestos/Danville; southeasterly by the dividing line original lots 12G and 11D; northerly by the southern line of lots of subdivision 12G-63 and 12G-62, the latter extending along that non-subdivided portion of original lot 12G as far as the eastern line of lot of subdivision 12G-9;

Which territory shall be detached from the township municipality of Shipton, in the municipal county of Richmond.

YVES PRÉVOST,  
40684 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 321-53.

Québec, le 17 septembre 1955.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 13 juin 1953, à la page 1984, concernant l'annexion de certains lots à la municipalité scolaire de la ville de Ste-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, il faut ajouter, dans la 7ème ligne du 1er paragraphe, après les mots "les nos suivants, savoir:" les mots "le lot de subdivision N° 36 du lot originaire N° 79;"

Dans la version anglaise il faut de même ajouter, dans la 7ème ligne, après les mots "following numbers, to with;" "les mots" subdivision lot N° 36 et original lot N° 79;"

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
40719-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 321-53.

Quebec, September 17th, 1955.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, of June 13th, 1953, on page 1984, concerning the annexation of certain lots of the school municipality of the town of Ste-Thérèse in the county of Terrebonne, in the seventh line of the first paragraph, after the words "the following numbers, to wit: must be added the words: "subdivision lot No. 36 of the original lot No. 79;"

In the English version, after the words: "following numbers, to wit:," must also be added in the 7th line, the words "subdivision lot No. 36 of original lot No. 79;"

40719 O. J. DÉSAULNIERS,  
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du canton Egan (municipalité de Egan-sud) division d'enregistrement de Gatineau.

Official cadastre of the township of Egan (municipality of Egan-south) registration division of Gatineau.

Avis est par la présente donné que les lots 3-1, 3-2, 4-1 à 4-6 (rues) du rang "A" sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 3-1, 3-2, 4-1 to 4-6 of range "A" (Streets) are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 23 août 1955.

Quebec, August the 23rd 1955.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

40685-o

40685-o

AVIS

NOTICE

Cadastral officiel du canton de Wakefield division d'enregistrement de Gatineau.

Official cadastre of the township of Wakefield registration division of Gatineau.

Avis est par la présente donné que les Iles Nos 1, 2 et 3 du Lac Clair sont annulées, les lots 19 et 20 du rang VIII et le lot 20 du rang IX sont corrigés, les lots 1 à 75 du rang A et les Iles Nos 76 à 78 du Lac Clair sont ajoutées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that Islands Nos 1, 2 and 3 in Lac Clair are cancelled, lots 19 and 20 of range VIII and lot 20 of range IX are corrected, lots 1 to 75 of range A and Islands Nos 76 to 78 in Lac Clair are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 13 septembre 1955.

Quebec, September the 13th, 1955.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

40685-o

40685-o

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (municipalité de N.-D.-des-Laurentides) division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (municipality of N.-D.-des-Laurentides) registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1067-3 à 1067-20 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 1067-3 to 1067-20 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 13 septembre 1955.

Quebec, September the 13th, 1955.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

40685-o

40685-o

## AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 198-1-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

40685-o

## NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 198-1-1 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, September 12th, 1955.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

40685-o

## AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (ville de Charlesbourg) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 277-52 et 279-A-129 sont annulés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

40685-o

## NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (town of Charlesbourg) registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 277-52 and 279-A-129 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, September 12th, 1955.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

40685-o

## AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye (cité de Ste-Foy) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 214-1 à 214-19 et 209-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

40685-o

## NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste-Foye (city of Ste. Foy) registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 214-1 to 214-19 and 209-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, September 14th, 1955.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

40685-o

## Département du Travail

## Department of Labour

## AVIS DE MODIFICATION

## NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des ascenseurs rendue obligatoire par l'article XV du décret numéro 1021 du 10 septembre 1953, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit article XV de la façon suivante:

L'alinéa "a" du paragraphe 9 sera radié et remplacé par le suivant:

"a) Région de Montréal:

Mécanicien..... \$2.31  
Aide..... 1.62"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 25 septembre 1955. 40705-o

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the elevator industry, rendered obligatory by section XV of the decree No. 1021 of September 10th, 1953, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have submitted to him a petition to amend the said section XV, as follows:

Paragraph "a" of subsection 9 will be deleted and the following substituted therefor:

"a) Montreal Region:

Mechanic..... \$2.31  
Helper..... 1.62"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, September 24th, 1955.

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 330 du 19 mars 1953, relatif aux tanneries et corroeries dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'alinéa intitulé "Zone I" apparaissant à l'article II sera remplacé par le suivant:

"Zone I: L'île de Montréal, la cité de Québec et les municipalités totalement incluses dans un rayon de dix (10) milles autour de l'île de Montréal et de cinq (5) milles autour de la cité de Québec."

2° L'article V sera remplacé par le suivant:

"V. *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires sont les suivants pour chacune des catégories ci-après mentionnées et le minimum horaire prévu de être payé au salarié pour chacune de ses heures de travail, suivant ses catégories et classes.

*Catégorie I*: Mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe A.

*Catégorie II*: Si ces salariés, en plus d'être gardiens, travaillent à la fabrication du cuir, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe A; leur durée hebdomadaire de travail est celle de cette dernière catégorie.

Si ces salariés ne travaillent pas à la fabrication du cuir, ou s'ils y travaillent occasionnellement ou d'urgence, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe B.

*Catégorie III*: Mêmes taux que ceux de la catégorie IV.

*Catégorie IV*:

1° *Salariés travaillant à l'heure*:

	Taux horaires		
	Zones		
	I	II	III
Classe A.....	\$1.00	\$0.96	\$0.87
Classe B.....	0.85	0.82	0.73
Classe C.....	0.70	0.70	0.62
2° <i>Salariés travaillant à la pièce</i> :			
Classe A.....	1.08	1.036	0.94
Classe B.....	0.915	0.882	0.786
Classe C.....	0.75	0.75	0.665

Les taux à la pièce actuels sont considérés comme déterminés tels quels, sans diminution pour les salariés qui en bénéficient et ceux qui les remplacent, à la pièce, au même emploi, opération ou occupation.

Cependant, un comité spécial institué par le Comité conjoint, sur demande des parties, enquêtera sur toute plainte présentée à ce dernier par les employeurs ou les salariés alléguant que certains taux à la pièce sont injustes.

Ledit Comité est formé de cinq (5) membres, dont deux (2) nommés par la partie patronale, deux (2) par la partie syndicale et un cinquième désigné par eux à la majorité, ou par le Ministre du Travail au cas de mésentente sur son choix.

Ce comité après enquête et étude, transmettra son rapport au Comité conjoint pour détermination des taux.

*Remarque*: Nonobstant les dispositions du décret, il est entendu que les taux de salaires établis

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 330 of March 19th, 1953, relating to tanners and curriers in the Province of Quebec, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The paragraph entitled "Zone I" appearing in Section II will be replaced by the following:

"Zone I: The Island of Montreal, the city of Quebec and the municipalities totally included within a radius of ten (10) miles around the Island of Montreal and five (5) miles around the city of Quebec."

2. Section V will be replaced by the following:

"V. *Minimum rates of wages*: The rates of wages shall be as follows for every one of the categories hereafter mentioned and the minimum hourly rate shall be paid to the employee for every hour worked according to his category and class.

*Category I*: The same rates as those of category IV, class A.

*Category II*: When such employees, besides their occupations as watchmen, work at the fabrication of leather, they shall receive the same rate as those of category IV, class A, their weekly duration of work being that of the latter category.

If they do not work at the fabrication of leather, or if they work at it but occasionally or in rush periods, they shall be paid the rate of category IV, class B.

*Category III*: The same rates as those of category IV.

*Category IV*:

1. *Employees working on an hourly basis*:

	Hourly rates		
	Zones		
	I	II	III
Class A.....	\$1.00	\$0.96	\$0.87
Class B.....	0.85	0.82	0.73
Class C.....	0.70	0.70	0.62
2. <i>Employees working on a piece-work basis</i> :			
Class A.....	1.08	1.036	0.94
Class B.....	0.915	0.882	0.786
Class C.....	0.75	0.75	0.665

The actual piece-work rates are considered as being so determined without deduction in the case of employees actually receiving them or of those replacing them, on a piece-work basis, in the same occupation, operation or function.

However, a special committee instituted by the Joint Committee, shall, upon request from the parties to the agreement, investigate any complaint filed with its office by employers or employees to the effect that some piece-work rates are unfair.

The said committee is composed of five (5) members, two of which being appointed by the employers, two by the labour party and a fifth one designated by the majority of the first four, or by the Minister of Labour in the event of disagreement.

Following investigation and study, it shall submit its report to the Joint Committee so that rates can be established.

*Note*: Notwithstanding the provisions of the decree, it is understood that the rates of wages

pour les mécaniciens de machines fixes et les préposés à l'entretien ne doivent jamais être inférieurs à ceux (tablis par les Ordonnances numéros 4 et 42 de la Commission du Salaire Minimum ou par toute autre ordonnance spéciale de ladite Commission, concernant ces catégories de salariés."

3° L'article VI sera remplacé par le suivant:  
"VI. *Heures de travail*: La durée hebdomadaire du travail pour les salariés de chaque catégorie est la suivante:

*Catégorie I*: 60 heures.

*Catégorie II*: 72 heures.

*Catégorie III*: 52 heures réparties au gré de l'employeur, du lundi au samedi midi. Cependant, un salarié ne peut être forcé de travailler pendant plus de dix (10) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement et pendant plus de cinq (5) heures, le samedi matin.

*Catégorie IV*: 52 heures dont la répartition quotidienne est la même que celle de la catégorie III."

4° Les paragraphes "b", "h" et "i" de l'article IX seront remplacés par les suivants:

"b) *Rémunération*: Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente à 2% du salaire, en incluant la rémunération pour congé annuel, gagné durant la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année précédant le congé."

"h) *Résiliation du contrat de travail*: Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité;

1° représentant la rémunération à laquelle il a un droit acquis, et qui lui serait payable lors de la prise de congé, s'il n'a pas pris tel congé, et

2° représentant 2% du salaire gagné depuis le 1er janvier précédant la date de la résiliation."

"i) *Services continus*: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

Ne sauraient non plus être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours où l'employé aura occupé un autre emploi rémunéré durant une période de manque de travail, s'il n'y a pas eu de résiliation de contrat de travail."

5° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe 5° de l'article IX-A:

"Ne sauraient non plus être considérés comme interrompant la durée des services continus les jours où l'employé aura occupé un autre emploi rémunéré durant une période de manque de travail, s'il n'y a pas eu de résiliation de contrat de travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 24 septembre 1955.

40705-0

established for stationary enginemen and maintenance men shall never be less than those established by ordinances Nos 4 and 42, of the Minimum Wage Commission, or by any other special ordinance of the said Commission concerning these categories of employees."

3. Section VI will be replaced by the following:  
"VI. *Hours of work*: The weekly duration of labour for the employees of each category shall be as follows:

*Category I*: 60 hours.

*Category II*: 72 hours.

*Category III*: 52 hours distributed at the option of the employer from Monday to Saturday noon. However an employee cannot be forced to work more than 10 hours per day from Monday to Friday inclusive, and 5 hours on Saturday morning.

*Category IV*: 52 hours with a daily distribution similar to that of category III."

4. Subsections "b", "h" and "i" of section IX will be replaced by the following:

"b) *Remuneration*: The employee is entitled for his vacation to a remuneration equivalent to 2% of the wages (including vacation pay) earned during the period comprised between January 1st and December 31st of the year preceding the vacation.

"h) *Cancellation of the labour contract*: At the time of the cancellation of his labour contract the employee is entitled:

1. to an indemnity equivalent to the remuneration to which he is entitled and which would be payable to him at the time of his vacation, if he had not yet taken such vacation, and

2. to an indemnity equivalent to 2% of the wages earned since January 1st preceding the date of the cancellation."

"i) *Continuous services*: The duration of continuous services shall mean the period during which the employee is bound with his employer by a labour contract even if the carrying out of the latter has been interrupted without contract cancellation.

The following absences, specially, should not be considered as interrupting the duration of continuous services; days of illness if there has been no annulling of the contract, days of closing, periods of annual vacation, authorized absences if the employee has not held, during such days, other remunerated employment.

Furthermore, the days worked by an employee at another remunerated employment, during a period of work shortage in his own occupation, shall not be considered as interrupting the duration of continuous services if the labour contract has not been cancelled."

5. The following paragraph will be added to subsection 5 of section IX-A:

"Furthermore, the days worked by an employee at another remunerated employment, during a period of work shortage in his own occupation, shall not be considered as interrupting the duration of continuous services if the labour contract has not been cancelled."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, September 24th, 1955.

40705-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois et Vaudreuil-Soulanges, rendue obligatoire par le décret numéro 1259 du 7 août 1947, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret:

1° L'alinéa intitulé: "Zone II: Dans les salons de coiffure et de beauté:" apparaissant à l'article III sera remplacé par le suivant:

*"Zone II: Dans les salons de coiffure et de beauté:*

Le lundi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.;  
 Le mardi: de 9.00 a.m. à midi;  
 Le mercredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;  
 Le jeudi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.;  
 Le vendredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;  
 Le samedi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

La veille des jours de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Du 20 au 31 décembre inclusivement: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m."

2° L'alinéa intitulé "Zone III: Dans les salons de barbier:" apparaissant à l'article III sera remplacé par le suivant:

*"Zone III: Dans les salons de barbier:*

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

La veille des jours de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Du 20 au 31 décembre inclusivement: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

3° L'alinéa intitulé "Zone III: Dans les salons de coiffure et de beauté:" apparaissant à l'article III sera remplacé par le suivant:

*"Zone III: Dans les salons de coiffure et de beauté:*

Les lundi, mercredi et vendredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Les mardi, jeudi et samedi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.;

La veille des jours de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Du 20 au 31 décembre inclusivement: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m."

4° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article III:

*"Zone V: Dans les salons de coiffure et de beauté:*

Les lundi, mardi et mercredi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le jeudi: de 9.00 a.m. à 7.30 p.m.;

Le vendredi: de 9.00 a.m. à 9.30 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 2.00 p.m.

La veille des jours de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 9.30 p.m.

Du 20 au 31 décembre inclusivement: de 9.00 a.m. à 9.30 p.m."

5° Le paragraphe "e" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"e) Pour les barbiers de la zone II, doivent être chômés les premiers lundi, mardi, mercredi et jeudi du mois d'août."

6° Le paragraphe "a" de l'article V sera remplacé par le suivant:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Beauharnois and Vaudreuil-Soulanges, rendered obligatory by the decree No. 1259 of August 7th, 1947, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

1. The paragraph entitled "Zone II: In hairdressing and beauty parlors:" appearing in Section III will be replaced by the following:

*"Zone II: In hairdressing and beauty parlors:*

Monday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Tuesday: 9.00 a.m. to midday;

Wednesday: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.;

Thursday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Friday: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.;

Saturday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

Holiday eves: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

From December 20th to December 31st inclusive: 9.00 a.m. to 10.00 p.m."

2. The paragraph entitled "Zone III: In barber shops:" appearing in Section III will be replaced by the following:

*"Zone III: In barber shops:*

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

From December 20th to December 31st inclusive: 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

3. The paragraph entitled "Zone III: In hairdressing and beauty parlors:" appearing in Section III, will be replaced by the following:

*"Zone III: In hairdressing and beauty parlors:*

Monday, Wednesday and Friday: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.;

Tuesday, Thursday and Saturday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Holiday eves: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

From December 20th to December 31st inclusive: 9.00 a.m. to 10.00 p.m."

4. The following paragraph will be added to Section III:

*"Zone V: In hairdressing and beauty parlors:*

Monday, Tuesday and Wednesday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Thursday: 9.00 a.m. to 7.30 p.m.;

Friday: 9.00 a.m. to 9.30 p.m.;

Saturday: 8.00 a.m. to 2.00 p.m.

Holiday eves: 9.00 a.m. to 9.30 p.m.

From December 20th to December 31st inclusive: 9.00 a.m. to 9.30 p.m."

5. Subsection "e" of section IV will be replaced by the following:

"e) The following days shall not be worked by the barbers of zone II: the first Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday in the month of August."

6. Subsection "a" of section V will be replaced by the following:

	Zones				
	I	II	III	IV	V
<i>"a) Services de barbier — Services of the barber:</i>					
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes — Haircut for adults, male and female:					
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi — Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	\$0.65	\$0.65	\$0.60	\$0.60	\$0.65
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées — Friday, Saturday and holiday eves	0.70	0.70	0.65	0.65	0.70
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Haircut for adults (brushcut):					
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	0.85	0.85	0.70	0.70	0.85
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées — Friday, Saturday and holiday eves	1.00	1.00	0.80	0.80	1.00
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans — Haircut for children under 14 years of age:					
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	0.40	0.40	0.40	0.40	0.40
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées — Friday, Saturday and holiday eves	0.50	0.50	0.50	0.50	0.45
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans — Haircut for children (brushcut) under 14 years of age:					
Du lundi au jeudi inclusivement — Monday to Thursday inclusive	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées — Friday, Saturday and holiday eves	0.60	0.60	0.60	0.60	0.60
Barbe — Shave	0.40	0.40	0.40	0.40	0.40
Flambage des cheveux — Singeing of the hair	0.25	0.25	0.25	0.15	0.25
Shampooing — Shampoo	0.40	0.40	0.40	0.40	0.40
Massage ordinaire — Ordinary massage	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50
Massage "masque" — "Mask" massage	0.75	0.75	0.75	0.75	0.75
Tonique pour les cheveux — Hair tonic	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Lotion — Lotion	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Fixatif — Fixature	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
Aiguillage de rasoir — Razor setting	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50"

7° Le paragraphe "b" de l'article V sera remplacé par le suivant:

7. Subsection "b" of section V will be replaced by the following:

"Services of the hairdresser (male or female):

	Zones				
	I	II	III	IV	V
<i>"b) Services de coiffeur ou de coiffeuse — Services of the hairdresser (male or female):</i>					
Ondulation permanente, coupe de cheveux ordinaire incluse (pour dames) — Permanent wave, including an ordinary haircut (for ladies)	3.50				
Ondulation permanente "à froid" — Cold wave	6.00				
Ondulation permanente (pour hommes) — Permanent wave (for men)	2.00				
Reprise de mèches (chacune) — Rewaving of locks (each)	0.25				
Ondulation Komol — Komol wave	0.75				
Ondulation Marcel — Marcel wave	0.75				
Ondulation Papier — Paper wave	1.00				
Mise en plis (ondulation à l'eau) — Water wave	1.00				
Coupe de cheveux aux ciseaux ou au rasoir pour adultes — Haircut with scissors or razor (adults)	1.00				
Coupe de cheveux aux ciseaux ou au rasoir pour enfants moins de 14 ans — Haircut with scissors or razor (children under 14 years of age)	0.75				
Massage ordinaire — Ordinary massage	1.00				
Massage masque — Mask massage	1.25				
Shampooing — Shampoo	0.50				
Rinçage de toutes sortes — Rinse of all kinds	0.25				
Épilation des sourcils — Plucking of eyebrows	0.35				
Rasage du cou — Neckshave	0.15				
Traitement du cuir chevelu — Scalp treatment	1.50				
Teinture des cheveux — Dyeing of the hair	5.00				
Retouche — Retouching	4.00				
Décoloration par application — Bleaching by application	2.50				
"Henna Pack" — Henna Pack	1.50				
Manucure — Manicure	0.50"				

8° Le paragraphe "c" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"c) *Compagnon-coiffeur ou coiffeuse régulier*: \$35.00 par semaine, plus une commission de 10% sur toutes recettes brutes de son travail excédant \$45.00 au cours de la semaine."

9° Le paragraphe "d" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

8. Subsection "c" of section VI will be replaced by the following:

"c) *Regular hairdresser journeyman*: \$35.00 per week plus a 10% commission on all gross receipts of his or her work exceeding \$45.00 during the week."

9. Subsection "d" of section VI will be replaced by the following:

"d) *Compagnon-coiffeur ou coiffeuse surnuméraire ou temporaire*: \$0.65 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur toutes recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de \$30.00 et que ledit salarié a travaillé trente (30) heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même taux que le compagnon-coiffeur ou coiffeuse régulier."

10° Le paragraphe "g" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"g) *Salaires minima des apprentis barbier, coiffeur ou coiffeuse*: Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

Premier semestre . . . . .	\$ 6.00
Deuxième semestre . . . . .	8.00
Troisième semestre . . . . .	14.00
Quatrième semestre . . . . .	17.00
Cinquième semestre . . . . .	20.00
Sixième semestre . . . . .	23.00"

11° L'alinéa "ii" du paragraphe "a" de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

"ii. Posséder un certificat d'études complémentaires de 9ème année ou l'équivalent."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 24 septembre 1955. 40705-0

"d) *Occasional or temporary hairdresser journeyman*: \$0.65 per hour of work plus a 10% commission on all the gross receipts of his or her work. However, when the receipts of his or her work attain or exceed the sum of \$30.00 and when the said employee has worked a minimum of thirty (30) hours during the week, he or she shall be remunerated on the basis of the regular hairdresser journeyman."

10. Subsection "g" of section VI will be replaced by the following:

"g) *Minimum wage of barber or hairdresser apprentices*: The weekly wage rates of apprentices shall be as follows:

First six months . . . . .	\$ 6.00
Second six months . . . . .	8.00
Third six months . . . . .	14.00
Fourth six months . . . . .	17.00
Fifth six months . . . . .	20.00
Sixth six months . . . . .	23.00"

11. Paragraph "ii" of subsection "a" of section VIII will be replaced by the following:

"ii) Hold a 9th-year certificate of the Complementary Course or the equivalent thereof".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 24th, 1955. 40705-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 2246, du 27 août 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 997 du 14 septembre 1955, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 août 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2246 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les maîtres-barbiers ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 2246 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs revenus, basés sur le montant de \$25.00 par semaine (Salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 2246 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

NOTICE OF LEVY

The honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the joint Committee of barbers and hairdressers of the City and District of Hull, formed under decree No. 2246, of August 27, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 997 of September 14th, 1955, part "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments, from the professional employers, the artisans and the employers governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of the publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to August 31st, 1956; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by decree No. 2246 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the regular wages, commissions, bonuses and allocations paid to their employees governed by the decree.

b) The master barbers or female hairdressers working alone (artisans) governed by decree number 2246 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their receipts based upon the amount of \$25.00 per week (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by decree No. 2246 and amendments shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to 1/2 of 1% of their wages, commissions, bonuses or allowances.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de la cité et du district de Hull, pour la période se terminant le 31 août 1956.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS,  
COIFFEURS ET COIFFEUSES,  
DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE HULL

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 août 1955 et le 31 août 1956.

Recettes:

Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels . . . . .	\$ 80.00
Artisans . . . . .	230.00
Salariés . . . . .	85.00
Coiffeuses (employeurs professionnels, salariés et artisans) . . . . .	85.00
	\$480.00

Déboursés:

Services du secrétaire-correspondant . . .	\$ 60.00
Services de l'inspecteur . . . . .	50.00
Frais de déplacement des membres du Comité . . . . .	140.00
Vérification des livres . . . . .	60.00
Loyer de bureau . . . . .	60.00
Papeterie, timbres, articles de bureau . . .	30.00
Frais de voyages-inspections . . . . .	40.00
Publicité . . . . .	40.00
	\$480.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Ministère du Travail,  
Québec, le 24 septembre 1955. 40705-0

2. Mode of collection

The professional employers shall forward their assessments, every month, to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same, every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the required information, five days, notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of barbers and hairdressers of the city and district of Hull, for the period ending August 31st, 1956.

JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS AND  
HAIRDRESSERS OF THE CITY AND  
DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between August 31st, 1955 and August 31st, 1956.

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):

Professional employers (barbers) . . . . .	\$ 80.00
Artisans (barbers) . . . . .	230.00
Employees (barbers) . . . . .	85.00
Female hairdressers (professional employers, employees and artisans) . . . . .	85.00
	\$480.00

Disbursements:

Secretary's services . . . . .	\$ 60.00
Inspector's services . . . . .	50.00
Travelling expenses of committee's members . . . . .	140.00
Auditing of books . . . . .	60.00
Office rent . . . . .	60.00
Stationery, stamps, office equipment . . .	30.00
Travelling expenses — inspections . . . . .	40.00
Publicity . . . . .	40.00
	\$480.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour,  
Department of Labour,  
Quebec, September 24th, 1955. 40705-0

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE — BAR OF ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1955 — Examinations of October 1955

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Drolet.....	Gaétan.....	20	Ville-Marie.....	Université d'Ottawa.
Labrèche.....	Gaston.....	22	Amos.....	Sainte-Marie.

Malartic, 21 septembre 1955 — Malartic, September 21, 1955.

Le Secrétaire du Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue,

J.-P. LAMOUREUX,

Secretary of the Bar of Abitibi-Témiscamingue.

40722-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

ASPIRANTS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Pothier.....	Michel.....	20	Saint-Hyacinthe...	Saint-Hyacinthe.
Cournoyer.....	Jean.....	21	Sorel.....	Saint-Hyacinthe.
Sylvestre.....	Claude.....	22	Saint-Hyacinthe...	Université d'Ottawa.

Saint-Jean, le 14 septembre 1955. — St. Jean, September 14, 1955.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,

ROLAND TREMBLAY,

Secretary of the Bar of Richelieu.

40722-o

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
May.....	Layman Albert....	24	Stanstead.....	Collège de Stanstead Université McGill.

Sherbrooke, 16 septembre 1955 — Sherbrooke, September 16th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,

CHARLES LEBLANC,

Secretary of the Bar of St. Francis.

40722-o

Ministère des Finances  
Assurances

Department of Finance  
Insurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT  
D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE  
OF REGISTRATION

Avis est donné, par les présentes, que l'«Ancienne Mutuelle Accidents Société d'Assurances à forme mutuelle à cotisations fixes contre les accidents et autres risques», enregistrée sous le numéro 561, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1987 qui l'autorise, à compter du 23 août 1955, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéro-

Notice is hereby given that "Ancienne Mutuelle Accidents Société d'Assurances à forme mutuelle à cotisations fixes contre les accidents et autres risques", registered under number 561, has obtained the license and certificate of registry number 1987 authorizing it, as from the 23rd of August 1955, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft,

nef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Automobile, et accessoirement — accident.

Le siège social de la compagnie est situé à Rouen, France.

La compagnie a nommé monsieur Jules H. Pigeon, 276 rue S.-Jacques ouest, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 19 septembre 1955.

Pour le Ministre des finances  
de la Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
Surintendant des assurances.

40701-38-2-o

hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Automobile, and supplementary thereto — accident.

The head office of the company is situated at Rouen, France.

The company has appointed Mr. Jules H. Pigeon, 276 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 19th of September, 1955.

For the Minister of Finance  
of the Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
Superintendent of Insurance.

40701-38-2-o

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT**

Avis est donné, par les présentes, que "The Copenhagen Reinsurance Company Ltd.", enregistrée sous le numéro 562, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1985 qui l'autorise, à compter du 27 mai 1955, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants, par voie de réassurance seulement: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Biens immobiliers; Biens mobiliers, Transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à Copenhague, Danemark.

La compagnie a nommé monsieur Edwin T. Cutts, 491 Carré Victoria, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 19 septembre 1955.

Pour le Ministre des finances  
de la Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
Surintendant des assurances.

40701-38-2-o

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION**

Notice is hereby given that "The Copenhagen Reinsurance Company Ltd.", registered under number 562, has obtained the license and certificate of registry number 1985 authorizing it, as from the 27th of May 1955, to undertake in the Province contracts of insurance of the following, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, spinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Inland transportation; Personal property; Real property.

The head office of the company is situated at Copenhague, Denmark

The company has appointed Mr. Edwin T. Cutts, 491 Victoria Square, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 19th of September 1955.

For the Minister of Finance  
of the Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
Superintendent of Insurance.

40701-38-2-o

**Proclamation**

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
**GASPARD FAUTEUX**

**ÉLISABETH DEUX**, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

**SALUT:**

**PROCLAMATION**

**ATTENDU** que pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le seize novembre prochain et, en consé-

**Proclamation**

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
**GASPARD FAUTEUX**

**ELIZABETH THE SECOND**, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

**GREETING:**

**PROCLAMATION**

**WHEREAS** for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the sixteenth day of November next and, accordingly, command

quence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le sixième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-cinq et de Notre Règne le quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,  
40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the sixth day of July, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-five and fourth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,  
Secretary of the Crown in Chancery, at  
40279-28-18 Québec

### Sièges sociaux

#### SUPERIOR SMELTERS CORPORATION (No Personal Liability)

Avis est donné que la Compagnie "Superior Smelters Corporation" (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 août 1955, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à 265 ouest, rue Craig, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 31 août 1955.  
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,  
40691-o SUZANNE LEFEBVRE.

Avis de la situation du bureau principal de la compagnie "Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited".

Avis est donné que la compagnie "Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, par lettres patentes en date du 29 juillet 1955 et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 5316 de l'Avenue du Parc.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce premier jour du mois d'août de l'an mil neuf cent cinquante-cinq.

(Sceau) Le Président,  
40693-o PIERRE LEBLANC.

#### AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Rutledge Equipment Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de la première

### Head Offices

#### SUPERIOR SMELTERS CORPORATION (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Superior Smelters Corporation" (No Personal Liability), company incorporated by letters patent dated the 30th of August, 1955, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 265 Craig Street west, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, August 31st, 1955.  
(Seal) SUZANNE LEFEBVRE,  
40691-o Secretary-Treasurer.

Notice of the situation of the Head Office of the company "Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited".

Notice is hereby given that the company "Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, by letters patent dated July 29th, 1955 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at number 5316 Park Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this first day of the month of August, one thousand nine hundred and fifty-five.

(Seal) PIERRE LEBLANC,  
40693 President.

#### NOTICE OF THE SITUATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Rutledge Equipment Co. Ltd." incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent

partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26e jour de juillet 1955, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 7520 avenue Querbes.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour de septembre 1955.

40694

Le Secrétaire-trésorier,  
DONALD P. AITKENS.

dated the 26th day of July, 1955, and having its head office in Montreal has established its office at No. 7520 Querbes Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of September, 1955.

40694-o

DONALD P. AITKENS,  
Secretary-Treasurer.

## Soumissions

Province de Québec

VILLE DE PLESSISVILLE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marcel Collin, secrétaire-trésorier, C.P. 66, Hôtel de Ville, Plessisville, jusqu'à 8.30 heures p.m., mardi, le 11 octobre 1955, pour l'achat de \$49,000.00 d'obligations de la ville de Plessisville, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° V-294 — \$22,000.00 — Travaux de réparations à l'Hôtel de Ville; et Règlement d'emprunt N° 298-V — \$27,000.00 — Immeuble pour fins industrielles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$49,000.00—15 ans

Année	Capital
1er novembre 1956	\$2,500.00
1er novembre 1957	2,500.00
1er novembre 1958	2,500.00
1er novembre 1959	2,500.00
1er novembre 1960	3,000.00
1er novembre 1961	3,000.00
1er novembre 1962	3,000.00
1er novembre 1963	3,000.00
1er novembre 1964	3,500.00
1er novembre 1965	3,500.00
1er novembre 1966	3,500.00
1er novembre 1967	3,500.00
1er novembre 1968	4,000.00
1er novembre 1969	4,500.00
1er novembre 1970	4,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Plessisville.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Plessisville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

## Tenders

Province of Quebec

TOWN OF PLESSISVILLE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Collin, Secretary-treasurer, P.B. 66, City Hall, Plessisville, until 8.30 o'clock p.m., Tuesday, October 11, 1955, for the purchase of an issue of \$49,000.00 of bonds of the Town of Plessisville, dated November 1st., 1955, and redeemable serially from November 1st., 1956 to November 1st., 1970 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st. and November 1st. of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. V-294 — \$22,000.00 — Repairing of City Hall; and Loan By-law No. 298-V — \$27,000.00 — A building for industrial purposes.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st., 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$49,000.00—15 years

Year	Capital
November 1st., 1956	\$2,500.00
November 1st., 1957	2,500.00
November 1st., 1958	2,500.00
November 1st., 1959	2,500.00
November 1st., 1960	3,000.00
November 1st., 1961	3,000.00
November 1st., 1962	3,000.00
November 1st., 1963	3,000.00
November 1st., 1964	3,500.00
November 1st., 1965	3,500.00
November 1st., 1966	3,500.00
November 1st., 1967	3,500.00
November 1st., 1968	4,000.00
November 1st., 1969	4,500.00
November 1st., 1970	4,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Plessisville.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Plessisville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 11 octobre 1955, à 8.30 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Plessisville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Plessisville, ce 17 septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,  
MARCEL COLLIN.

C.P. 66, Hôtel de Ville,  
Plessisville, P.Q.

40715-0

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, October 11, 1955, at 8.30 o'clock p.m., at the City Hall, Plessisville.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Plessisville, this September 17, 1955.

MARCEL COLLIN,  
Secretary-Treasurer.

P.B. 66, City Hall,  
Plessisville, P.Q.

40715

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES  
POUR LA MUNICIPALITÉ DE RICHMOND VILLE  
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, G. Marveau Alexander, secrétaire-trésorier, B. P. 385, Richmond, comté de Richmond, jusqu'à 8 heures p.m., mardi 11 octobre 1955, pour l'achat de \$25,000.00 d'obligations des Commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Richmond Ville, comté de Richmond, datées du 1er août 1955 et remboursables par séries du 1er août 1956 au 1er août 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Résolution d'emprunt datée du 13 juin 1955 — construction d'une annexe de trois classes au "High School" de Richmond.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$25,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1956	x \$ 9,500.00
1er août 1957	500.00
1er août 1958	500.00
1er août 1959	500.00
1er août 1960	500.00
1er août 1961	500.00
1er août 1962	500.00
1er août 1963	500.00
1er août 1964	1,000.00
1er août 1965	1,000.00
1er août 1966	1,000.00
1er août 1967	1,000.00
1er août 1968	1,000.00
1er août 1969	1,000.00
1er août 1970	1,000.00
1er août 1971	1,000.00
1er août 1972	1,000.00
1er août 1973	1,000.00
1er août 1974	1,000.00
1er août 1975	1,000.00

Le "x" indique l'année durant laquelle un montant de \$9,098.33 accordé par le Secrétaire de la province et payable en 1956 sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR  
THE MUNICIPALITY OF RICHMOND VILLE  
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned G. Marveau Alexander, Secretary-Treasurer, P. O. Box 385, Richmond, county of Richmond, until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 11th, 1955, for the purchase of an issue of \$25,000.00 of bonds of the Protestant school commissioners for the municipality of Richmond Ville, county of Richmond, dated August 1st, 1955, and redeemable serially from August 1st, 1956 to August 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from November 1st, 1955.

Loan resolution dated June 13th, 1955 — Building of a three-classroom addition to the Richmond High School.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$25,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1956	x \$ 9,500.00
August 1st, 1957	500.00
August 1st, 1958	500.00
August 1st, 1959	500.00
August 1st, 1960	500.00
August 1st, 1961	500.00
August 1st, 1962	500.00
August 1st, 1963	500.00
August 1st, 1964	1,000.00
August 1st, 1965	1,000.00
August 1st, 1966	1,000.00
August 1st, 1967	1,000.00
August 1st, 1968	1,000.00
August 1st, 1969	1,000.00
August 1st, 1970	1,000.00
August 1st, 1971	1,000.00
August 1st, 1972	1,000.00
August 1st, 1973	1,000.00
August 1st, 1974	1,000.00
August 1st, 1975	1,000.00

The "x" indicates the year during which an amount of \$9,098.33, granted by the Provincial Secretary and payable in 1956, will be received and applied to the service of this loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Richmond.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles protestantes qui sera tenue mardi, 11 octobre 1955, à 8 heures p.m., au "High School" St-François, 193 rue du Collège, Richmond.

Les commissaires l'écrites protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Richmond (Comté de Richmond), ce 20 septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,  
G. MARVEAU ALEXANDER.  
B. P. 385, Richmond,  
(Comté de Richmond) P. Q. 40716

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA  
MUNICIPALITÉ DE ST-CONSTANT  
(Comté de Laprairie)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Romain Robidoux, secrétaire-trésorier, St-Constant, comté de Laprairie, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 10 octobre 1955, pour l'achat de \$80,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Constant, comté de Laprairie, datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1975 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 17 juillet 1955, telle que modifiée — Construction d'une école de six classes dans l'arrondissement N° 6.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$80,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1956.....	x\$17,500.00
1er septembre 1957.....	x 18,500.00
1er septembre 1958.....	x 19,000.00
1er septembre 1959.....	1,000.00
1er septembre 1960.....	1,000.00
1er septembre 1961.....	1,000.00
1er septembre 1962.....	1,000.00
1er septembre 1963.....	1,000.00
1er septembre 1964.....	1,500.00
1er septembre 1965.....	1,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Richmond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Richmond.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant school commissioners to be held on Tuesday, October 11th, 1955, at 8 o'clock p.m., at St. Francis College High School, 193 College Street, Richmond.

The Protestant school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Richmond, (County of Richmond), this 20th of September, 1955.

G. MARVEAU ALEXANDER,  
Secretary-Treasurer.  
P. O. Box 385, Richmond,  
(County of Richmond), P. Q. 40716-0

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE  
MUNICIPALITY OF ST-CONSTANT  
(County of Laprairie)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Romain Robidoux, Secretary-Treasurer, St-Constant, county of Laprairie, until 8.30 o'clock p.m., Monday October 10th, 1955, for the purchase of an issue of \$80,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St-Constant, county of Laprairie, dated September 1st, 1955 and redeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 17th, 1955, as amended — erection of a school of six classrooms in district No. 6.

For purposes of a adjudication only, interest shall be computed as from November 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$80,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1956.....	x\$17,500.00
September 1st, 1957.....	x 18,500.00
September 1st, 1958.....	x 19,000.00
September 1st, 1959.....	1,000.00
September 1st, 1960.....	1,000.00
September 1st, 1961.....	1,000.00
September 1st, 1962.....	1,000.00
September 1st, 1963.....	1,000.00
September 1st, 1964.....	1,500.00
September 1st, 1965.....	1,500.00

1er septembre 1966.....	1,500.00	September 1st, 1966.....	1,500.00
1er septembre 1967.....	1,500.00	September 1st, 1967.....	1,500.00
1er septembre 1968.....	1,500.00	September 1st, 1968.....	1,500.00
1er septembre 1969.....	1,500.00	September 1st, 1969.....	1,500.00
1er septembre 1970.....	1,500.00	September 1st, 1970.....	1,500.00
1er septembre 1971.....	1,500.00	September 1st, 1971.....	1,500.00
1er septembre 1972.....	2,000.00	September 1st, 1972.....	2,000.00
1er septembre 1973.....	2,000.00	September 1st, 1973.....	2,000.00
1er septembre 1974.....	2,000.00	September 1st, 1974.....	2,000.00
1er septembre 1975.....	2,000.00	September 1st, 1975.....	2,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$57,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$19,000 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Constant, comté de Laprairie.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Laprairie ou à St-Constant, comté de Laprairie.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 10 octobre 1955, à 8.30 heures p.m., en la salle de l'école du village St-Constant, comté de Laprairie.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Constant, (Comté de Laprairie), ce 19 septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,  
ROMAIN ROBIDOUX.

St-Constant,  
(Comté de Laprairie), P.Q. 40717-0

Province de Québec

PAROISSE DE STE-ROSE, PARTIE-OUEST  
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Gaston Vaillancourt, N.P., secrétaire-trésorier, C.P. 709, 226 Blvd Ste-Rose, Ste-Rose (Laval), jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 12 octobre 1955, pour l'achat de \$35,500 d'obligations de la paroisse de Ste-Rose, Partie-ouest, comté de Laval, datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 97 — \$13,500 — Travaux de voirie; et règlement d'emprunt N°

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$57,000 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$19,000 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Constant, county of Laprairie.

Capital and interest are payable at the bank, mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Laprairie or at St-Constant, county of Laprairie.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, October 10th, 1955, at 8.30 o'clock p.m., at the village school hall, St-Constant, county of Laprairie.

The Commissioners do not bind themselves accept the highest or any of the tenders.

St-Constant, (County of Laprairie), September 19th, 1955.

ROMAIN ROBIDOUX,  
Secretary-Treasurer.

St-Constant,  
(County of Laprairie), P.Q. 40717.

Province of Quebec

PARISH OF ST. ROSE, WEST PART  
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gaston Vaillancourt, N.P., Secretary-Treasurer, P.B. 709, 226 St. Rose Blvd., St. Rose (Laval), until 8 o'clock p.m., Wednesday, October 12th, 1955, for the purchase of an issue of \$35,500 of bonds of the parish of St. Rose, West Part, county of Laval, dated September 1st, 1955, and redeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st, and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 97 — \$13,500 — Road labor; and Loan By-law No. 103 — \$22,000 —

103 — \$22,000 — Travaux de pavages, réparation et entretien de rues. For paving, repairing and maintaining the streets.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955. For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$35,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1956.....	\$2,500.00
1er septembre 1957.....	2,500.00
1er septembre 1958.....	2,500.00
1er septembre 1959.....	2,500.00
1er septembre 1960.....	2,500.00
1er septembre 1961.....	2,500.00
1er septembre 1962.....	2,500.00
1er septembre 1963.....	2,500.00
1er septembre 1964.....	2,500.00
1er septembre 1965.....	1,000.00
1er septembre 1966.....	1,000.00
1er septembre 1967.....	1,000.00
1er septembre 1968.....	1,000.00
1er septembre 1969.....	1,000.00
1er septembre 1970.....	1,000.00
1er septembre 1971.....	1,000.00
1er septembre 1972.....	1,500.00
1er septembre 1973.....	1,500.00
1er septembre 1974.....	1,500.00
1er septembre 1975.....	1,500.00

Table of redemption — \$35,500.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1956.....	\$2,500.00
September 1st, 1957.....	2,500.00
September 1st, 1958.....	2,500.00
September 1st, 1959.....	2,500.00
September 1st, 1960.....	2,500.00
September 1st, 1961.....	2,500.00
September 1st, 1962.....	2,500.00
September 1st, 1963.....	2,500.00
September 1st, 1964.....	2,500.00
September 1st, 1965.....	1,000.00
September 1st, 1966.....	1,000.00
September 1st, 1967.....	1,000.00
September 1st, 1968.....	1,000.00
September 1st, 1969.....	1,000.00
September 1st, 1970.....	1,000.00
September 1st, 1971.....	1,000.00
September 1st, 1972.....	1,500.00
September 1st, 1973.....	1,500.00
September 1st, 1974.....	1,500.00
September 1st, 1975.....	1,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Ste-Rose, comté de Laval.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 12 octobre 1955, à 8 heures p.m., en la salle municipale, en face de l'église de Ste-Rose, Ste-Rose, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Rose, (Comté de Laval), ce 22 septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,  
GASTON VAILLANCOURT, N.P.  
C.P. 709, 226 Boulevard Ste-Rose,  
Ste-Rose, (comté de Laval), P.Q. 40723-0

Province de Québec

CITÉ DE THETFORD MINES

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Fernand Poiré, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Thetford Mines, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 12 octobre 1955, pour l'achat de \$282,000.00 d'obligations de la cité de Thetford Mines, datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Rose, county of Laval.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or St. Rose, county of Laval.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, October 12th, 1955, at 8 o'clock, p.m., at the Municipal Hall, facing the Church of St. Rose, St. Rose, county of Laval.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Rose, (County of Laval), this September 22nd, 1955.

GASTON VAILLANCOURT, N.P.,  
Secretary-Treasurer.  
P.B. 709, 226, St. Rose Boulevard,  
St. Rose (county of Laval), P.Q. 40723

Province of Quebec

CITY OF THETFORD MINES

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Fernand Poiré, Secretary-Treasurer, City Hall, Thetford Mines, until 8 o'clock p.m., Wednesday, October 12th, 1955, for the purchase of an issue of \$282,000.00 of bonds of the city of Thetford Mines, dated September 1st, 1955 and redeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1975 in-

au 1er septembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 487 — Travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$282,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1956.....	\$14,000.00
1er septembre 1957.....	14,000.00
1er septembre 1958.....	14,000.00
1er septembre 1959.....	14,000.00
1er septembre 1960.....	14,000.00
1er septembre 1961.....	14,000.00
1er septembre 1962.....	14,000.00
1er septembre 1963.....	14,000.00
1er septembre 1964.....	14,000.00
1er septembre 1965.....	14,000.00
1er septembre 1966.....	14,000.00
1er septembre 1967.....	14,000.00
1er septembre 1968.....	14,000.00
1er septembre 1969.....	14,000.00
1er septembre 1970.....	14,000.00
1er septembre 1971.....	14,000.00
1er septembre 1972.....	14,000.00
1er septembre 1973.....	14,000.00
1er septembre 1974.....	14,000.00
1er septembre 1975.....	16,000.00

clusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st, and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 487 — Waterworks, sewers and road labour.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$282,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1956.....	\$14,000.00
September 1st, 1957.....	14,000.00
September 1st, 1958.....	14,000.00
September 1st, 1959.....	14,000.00
September 1st, 1960.....	14,000.00
September 1st, 1961.....	14,000.00
September 1st, 1962.....	14,000.00
September 1st, 1963.....	14,000.00
September 1st, 1964.....	14,000.00
September 1st, 1965.....	14,000.00
September 1st, 1966.....	14,000.00
September 1st, 1967.....	14,000.00
September 1st, 1968.....	14,000.00
September 1st, 1969.....	14,000.00
September 1st, 1970.....	14,000.00
September 1st, 1971.....	14,000.00
September 1st, 1972.....	14,000.00
September 1st, 1973.....	14,000.00
September 1st, 1974.....	14,000.00
September 1st, 1975.....	16,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford Mines.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, ou à Thetford Mines.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 12 octobre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Thetford Mines.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Thetford Mines, ce 19 septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,  
FERNAND POIRÉ.

Hôtel de Ville,  
Thetford Mines, P. Q. 40724-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE POUR LA MUNICIPALITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE (Comté de Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné,

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Thetford Mines.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Thetford Mines.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, October 12th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, Thetford Mines.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Thetford Mines, this September 19th, 1955.

FERNAND POIRÉ,  
Secretary-Treasurer.

City Hall,  
Thetford Mines, P. Q. 40724

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE (County of Champlain)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raoul Rochelcau,

Raoul Rocheleau, secrétaire-trésorier, 80 rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 11 octobre 1955, pour l'achat de \$502,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er octobre 1955 et remboursables par séries du 1er octobre 1956 au 1er octobre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 août 1955 — Construction d'une école avec résidence et d'une annexe d'école pour un total de vingt-deux classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$502,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1956.....	x \$52,000.00
1er octobre 1957.....	x 53,000.00
1er octobre 1958.....	x 55,000.00
1er octobre 1959.....	x 58,000.00
1er octobre 1960.....	x 60,000.00
1er octobre 1961.....	10,000.00
1er octobre 1962.....	12,000.00
1er octobre 1963.....	12,000.00
1er octobre 1964.....	12,000.00
1er octobre 1965.....	13,000.00
1er octobre 1966.....	14,000.00
1er octobre 1967.....	14,000.00
1er octobre 1968.....	15,000.00
1er octobre 1969.....	15,000.00
1er octobre 1970.....	16,000.00
1er octobre 1971.....	16,000.00
1er octobre 1972.....	17,000.00
1er octobre 1973.....	19,000.00
1er octobre 1974.....	19,000.00
1er octobre 1975.....	20,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$259,973.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$51,994.60 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, aux Trois-Rivières ou au Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 11 octobre 1955, à 8 heures p.m., au bureau desdits commissaires d'écoles, à 80 rue

Secretary-Treasurer, 80 Dorval St., Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, until 8 o'clock p.m., Tuesday, October 11, 1955, for the purchase of an issue of \$502,000.00 of bonds of the School commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated October 1st, 1955, and redeemable serially from October 1st 1956 to October 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 2, 1955 — Construction of a school with residence and of a school annex for a total of twenty-two classrooms.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from November 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$502,000.00 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1956.....	x \$52,000.00
October 1st, 1957.....	x 53,000.00
October 1st, 1958.....	x 55,000.00
October 1st, 1959.....	x 58,000.00
October 1st, 1960.....	x 60,000.00
October 1st, 1961.....	10,000.00
October 1st, 1962.....	12,000.00
October 1st, 1963.....	12,000.00
October 1st, 1964.....	12,000.00
October 1st, 1965.....	13,000.00
October 1st, 1966.....	14,000.00
October 1st, 1967.....	14,000.00
October 1st, 1968.....	15,000.00
October 1st, 1969.....	15,000.00
October 1st, 1970.....	16,000.00
October 1st, 1971.....	16,000.00
October 1st, 1972.....	17,000.00
October 1st, 1973.....	19,000.00
October 1st, 1974.....	19,000.00
October 1st, 1975.....	20,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$259,973.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$51,994.60 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Trois-Rivières or at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School commissioners to be held on Tuesday, October 11, 1955, at 8 o'clock p.m., at the office of the said School commissioners, at

Dorval, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, (Comté de Champlain), ce 21 septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,  
RAOUL ROCHELEAU.

80 rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine,  
(Comté de Champlain), P. Q. 40725-0

80 Dorval St., Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine (County of Champlain), this September 21, 1955.

RAOUL ROCHELEAU,  
Secretary-Treasurer.

80 Dorval St., Cap-de-la-Madeleine,  
(County of Champlain), P. Q. 40725

Province de Québec

VILLE DE STE-THÉRÈSE  
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Lajeunesse, secrétaire-trésorier, B.P. 280, Hôtel de Ville, 36 Bl inville-Ouest, Ste-Thérèse (Terrebonne) jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 12 octobre 1955, pour l'achat de \$285,000.00 d'obligations de la ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 90 N.S.—Parachever travaux d'aqueduc et d'égouts, érection d'une usine d'épuration, érection d'une station d'énergie électrique, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$285,000.00 — 15 ans.

Année	Capital
1er novembre 1956.....	\$ 2,000.00
1er novembre 1957.....	2,000.00
1er novembre 1958.....	2,000.00
1er novembre 1959.....	4,000.00
1er novembre 1960.....	5,000.00
1er novembre 1961.....	6,000.00
1er novembre 1962.....	6,000.00
1er novembre 1963.....	6,000.00
1er novembre 1964.....	6,000.00
1er novembre 1965.....	6,000.00
1er novembre 1966.....	8,000.00
1er novembre 1967.....	8,000.00
1er novembre 1968.....	8,000.00
1er novembre 1969.....	8,000.00
1er novembre 1970.....	208,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Province of Quebec

TOWN OF STE-THÉRÈSE  
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Lajeunesse, Secretary-Treasurer, P.O.B. 280, Town Hall, 36, Blainville-West, Ste-Thérèse (Terrebonne), until 8 o'clock p.m., Wednesday, October 12th, 1955, for the purchase of an issue of \$285,000.00 of bonds for the town of Ste-Thérèse, county of Terrebonne, dated November 1st, 1955 and redeemable serially from November 1st, 1956 to November 1st, 1970, inclusively with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 90 N.S.—To finish waterworks and work on sewers, erection of a filtering plant, erection of a power station, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from November 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$285,000.00 — 15 years.

Year	Capital
November 1st, 1956.....	\$ 2,000.00
November 1st, 1957.....	2,000.00
November 1st, 1958.....	2,000.00
November 1st, 1959.....	4,000.00
November 1st, 1960.....	5,000.00
November 1st, 1961.....	6,000.00
November 1st, 1962.....	6,000.00
November 1st, 1963.....	6,000.00
November 1st, 1964.....	6,000.00
November 1st, 1965.....	6,000.00
November 1st, 1966.....	8,000.00
November 1st, 1967.....	8,000.00
November 1st, 1968.....	8,000.00
November 1st, 1969.....	8,000.00
November 1st, 1970.....	208,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Thérèse, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 12 octobre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 36, Blainville-Ouest, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse, (Comté de Terrebonne), ce 22 septembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,  
J.-A. LAJEUNESSE.

B.P. 280, Hôtel de Ville,  
36 Blainville-Ouest, Ste-Thérèse,  
(Comté de Terrebonne), P.Q. 40726-0

issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, October 12th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, 36, Blainville-West, Ste-Thérèse, county of Terrebonne.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse, (County of Terrebonne), September 22nd, 1955.

J.-A. LAJEUNESSE,  
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 280, Town Hall,  
36, Blainville-West, Ste-Thérèse,  
(County of Terrebonne), P.Q. 40726

### Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 1248 (1955). "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Louis Martin, Montréal, débiteur & Claude Perras, syndic.

#### AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

*Désignation:* Trois lots de terre connus et désignés sous les numéros cent trente-trois, cent trente-quatre et cent trente-cinq de la subdivision du lot originaire numéro cent trente-trois (133-133, 134 & 135) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache, lesquels terrains sont situés à North Pine Beach, avec les bâtisses dessus érigées.

Seront vendus en bloc comme étant une seule et même exploitation, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 15 septembre 1955, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de St-Eustache, MARDI, le VINGT-CINQ OCTOBRE 1955 à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, le 15 septembre 1955.

Le Syndic,  
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:  
Perras & Perras, syndics,  
4 Notre-Dame est,  
Montréal. 40697-38-2-0

### Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1248 (1955). "En faillite". In the matter of Bankruptcy of: Louis Martin, Montreal, debtor & Claude Perras, trustee.

#### NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveables, to wit:

*Designation:* "Three lots of land known and designated under numbers one hundred and thirty-three, one hundred and thirty-four and one hundred and thirty-five of the subdivision of the original lot number one hundred and thirty-three (133-133, 134 & 135) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Eustache, which lots of land are situated at North Pine Beach, with buildings thereon erected".

Shall be sold in block as being a one and only concern, by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (in bankruptcy) rendered on September 15th, 1955, at public auction according to law, so as to give the effect of a Sheriff's sale, at the door of the parish church of St-Eustache, TUESDAY OCTOBER TWENTY-FIFTH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price the purchaser shall pay the government rights of 2½% in conformity with the Law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, September 15th, 1955.

CLAUDE PERRAS,  
Trustee.

Office of:  
Perras & Perras, trustees,  
4 Notre-Dame Street, east,  
Montreal. 40697-38-2

## Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

#### AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine (maintenant partie paroisse Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie) division d'enregistrement de Laprairie.

#### NOTICE

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine (now part of the parish of Ste. Catherine d'Alexandrie de Laprairie) registration division of Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 619-45 et 619-90 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 septembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

40685-o

Notice is hereby given that lots 619-45 and 619-90 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 12th, 1955.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

40685-o

**VENTES PAR SHÉRIFS**

**SHERIFFS' SALES**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ABITIBI**

**ABITIBI**

Canada — Province de Québec  
District d'Abitibi

Canada — Province of Quebec  
District of Abitibi

Cour Supérieure, { J. E. LAINESSE, commer-  
N° 9428. { çant de bois, de La Sarre,  
district d'Abitibi, demandeur  
vs NÉRÉ BOUTET, de Palmarolle, district  
d'Abitibi, défendeur.

Superior Court, { J. E. LAINESSE, lumber  
No. 9428. { merchant, of La Sarre,  
district of Abitibi, plaintiff;  
vs NÉRÉ BOUTET, of Palmarolle, district of  
Abitibi, defendant.

**AVIS DE VENTE**

**NOTICE OF SALE**

Le lot connu et désigné au cadastre officiel comme étant le numéro trois (3) du bloc quatre (4) du village de Palmarolle, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Lot known and designated on the official cadastre as being number three (3), Block four (4), of the Village of Palmarolle, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Palmarolle le MERCREDI VINGT-SIX OCTOBRE 1955 à TROIS heures de l'après-midi (heure solaire).

To be sold at the door of the Parochial Church of Palmarolle, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER 1955, at THREE o'clock in the afternoon (Standard Time).

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.  
Amos le 12 septembre 1955. 40706-38-2-o

Sheriff's Office,  
Amos, September 12th, 1955. 40706-38-2

**BEAUCE**

**BEAUCE**

*Fieri Facias de Terris*

*Fieri Facias de Terris*

Cour du Magistrat — District de Beauce

Magistrate's Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, { A LYRE GOSSELIN  
à savoir: { de St-Léon de Stan-  
N° 23,226. { don, comté de Dorches-  
ter, contre ÉMILIEN

St-Joseph of Beauce, { A LYRE GOSSELIN,  
to wit: { of St-Léon of Stan-  
No. 23,226. { don, county of Dorches-  
ter, against ÉMILIEN

PELCHAT de St-Luc, comté de Dorchester, à savoir: partie du lot 842, rang 7 canton Standon ainsi que les bâtisses y dessus construites, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

PELCHAT of St-Luc, county of Dorchester, to wit: part of lot 842, range 7, township Standon, as well as the buildings thereon erected, as the whole now stands, with the servitudes, active and passive, without exception nor reserve.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Luc, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures et DEMIE du matin.

To be sold at the door of the parochial church door in the parish of St-Luc, on the FOURTH day of NOVEMBER next, at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.  
St-Joseph de Beauce, 20 septembre 1955.  
[Première insertion: 24 septembre 1955]  
[Seconde insertion: 8 octobre 1955]  
40710-38-2-o

Sheriff's Office,  
St-Joseph of Beauce, September 20th, 1955.  
[First insertion: September 24th, 1955]  
[Second insertion: October 8th, 1955]  
40710-38-2

*Fieri Facias de Bonis*

*Fieri Facias de Bonis*

Cour du Magistrat — District de Beauce

Magistrate's Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, { ROBERT GOSSE-  
à savoir: { LIN, marchand de  
N° 23,332 { St-Luc, comté de Dor-  
chester, contre ROLAND

St-Joseph of Beauce, { ROBERT GOSSE-  
to wit: { LIN, merchant of  
No. 23,332 { St-Luc, county of Dor-  
chester, against ROLAND

POULIN de St-Luc, comté de Dorchester, à savoir: le lot N° 698 rang 5 du canton de Standon ainsi que les améliorations sur ledit lot ainsi que les bâtisses y dessus construites.

LAND POULIN of St-Luc, county of Dorchester, to wit: Lot No. 698, range 5, township Standon, as well as the improvements on the said lot also the buildings thereon erected.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Luc, le QUATRIÈME

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Luc, on the FOURTH day of

jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.  
St-Joseph de Beauce, 20 septembre 1955.  
[Première insertion: 24 septembre 1955]  
[Seconde insertion: 8 octobre 1955]  
40711-38-2-o

NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
St-Joseph of Beauce, September 20th, 1955.  
[First insertion: September 24th, 1955]  
[Second insertion: October 8th, 1955]  
40711-38-2

### BEDFORD

Canada — Province de Québec  
District de St-François

Cour de Magistrat, { PAUL ÉMILE BRA-  
N° 42,727. { ZEAU, avocat, de la  
cité de Sherbrooke, dis-  
trict de St-François, demandeur, vs BERTRAND  
DELAFONTAINE, de Sherbrooke, Québec,  
défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

"Un certain morceau de terrain connu et désigné comme étant le lot trois cent neuf (309) et de cette partie des lots mille cent quatre-vingt-seize et mille cent quatre-vingt-dix-sept (1196 & 1197) qui se trouvent situés au nord du chemin conduisant de Millington au Lac Nick, comté de Brome. Le tout aux plan et livre de renvoi officiel du canton de Bolton; ledit terrain ayant une superficie de cent seize acres de terres plus ou moins."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Austin, à Austin, district de Bedford, le VINGT-SIX OCTOBRE 1955 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, A. ST. MARTIN.  
Palais de Justice, Sweetsburg, Québec,  
Ce 19 septembre 1955. 40702-38-2-o

### HULL

District de Hull

Cour Supérieure, { DAME FLEURETTE  
N° 3817 { CASTAGNE, veuve  
non remariée de Marius  
Joanette, domiciliée à Eastview, province  
d'Ontario, demanderesse, vs CLAUDE TUR-  
COTTE, entrepreneur, des cité et district de  
Hull, défendeur.

"Un lot de terre situé à Hull, connu et désigné comme étant le lot deux cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire deux cent quarante-quatre (244-218) au cadastre pour le quartier un de la cité de Hull".

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le SEPT OCTOBRE, 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, R. ST. PIERRE.  
Hull, ce 29 août 1955. 40557-35-2-o

District de Hull

Cour Supérieure, { OTTO STRABE, cultiva-  
N° 4057 { teur de Val des Bois,  
district de Hull, demandeur,  
vs RICHARD MALLON, anciennement de  
Poltimore, district de Hull, et aujourd'hui do-  
milié à Toronto, province d'Ontario, défendeur.

Toute cette ferme composée de deux morceaux de terrain connus et désignés comme étant les lots numéros deux et trois (2 & 3) du sixième (6e) rang du canton Bowman, comté de Papineau, conformément aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, et contenant ensemble cent quatre-vingts (180) acres, plus ou moins avec toutes les bâtisses dessus érigées.

### BEDFORD

Canada — Province of Quebec  
District of St. Francis

Magistrate's Court { PAUL ÉMILE BRA-  
No. 42,727. { ZEAU, advocate, of  
the city of Sherbrooke,  
district of St. Francis plaintiff, vs BERTRAND  
DELAFONTAINE, of Sherbrooke, Quebec,  
defendant.

As belonging to the defendant.

"A certain piece of land known and designated as being lot three hundred and nine (309) and of that part of lots eleven hundred and ninety-six and eleven hundred and ninety-seven (1196 & 1197) situated north of the road leading to Millington, at Lake Nick, county of Brome. All of which on the official plan and book of reference of the township of Bolton; the said land having an area of one hundred and sixteen acres of land more or less."

To be sold at the door of the Catholic Church of St. Austin, at Austin, district of Bedford, the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER 1955 at TWO o'clock in the afternoon.

A. ST. MARTIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Court House, Sweetsburg, Quebec,  
this September 19th, 1955. 40702-38-2

### HULL

District of Hull

Superior Court, { DAME FLEURETTE  
No. 3817 { CASTAGNE, unre-  
married widow of Marius  
Joanette, domiciled at Eastview, Province of  
Ontario, plaintiff, vs CLAUDE TURCOTTE,  
contractor, of the city and judicial district of  
Hull, defendant.

"A lot of land situated in Hull, known and designated as being lot two hundred and eighteen of the official subdivision of original lot two hundred and forty-four (244-218) of the cadastre for Ward one of the city of Hull".

To be sold at my office, in the Court House of the City of Hull, the SEVENTH day of OCTOBER, 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST. PIERRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Hull, this August 29th, 1955. 40557-35-2

District of Hull

Superior Court, { OTTO STRABE, farmer of  
No. 4057 { Val des Bois, district of  
Hull, plaintiff, vs RICHARD  
MALLON, formerly of Poltimore, district of Hull,  
and now residing at Toronto, Province of On-  
tario, defendant.

All that farm property being composed of those two pieces of land known and designated as lots numbers two and three (2 & 3) of the sixth (6th) range of the township of Bowman, in the county of Papineau according to the official plan and book of reference for the said township, and containing together one hundred and eighty (180) acres, more or less, with all buildings thereon erected.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale St. Louis de Poltimore, le VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the Parochial church door of St. Louis de Poltimore on the TWENTYEIGHT day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, R. ST. PIERRE.  
Hull, ce 21 septembre 1955. 40720-38-2

Sheriff's Office,  
Hull, September 21st, 1955. R. ST. PIERRE,  
Sheriff. 40720-38-2

**JOLIETTE**

*Fieri Facias de Terris*

Province de Québec — District de Joliette  
Cour Supérieure, { R ODOLPHE DESLONG-  
N° 12,061. { CHAMPS, vendeur de  
matériaux de construction,  
domicilié et demeurant à St-Lin des Laurentides,  
district de Joliette, demandeur vs PAUL-  
ÉMILE TURCOTTE, demeurant à St-Esprit,  
district de Joliette, défendeur.

Province of Quebec — District of Joliette  
Superior Court, { R ODOLPHE DESLONG-  
No. 12,061. { CHAMPS, salesman of  
building materials, domiciled  
and residing at St. Lin des Laurentides, district of  
Joliette, plaintiff vs PAUL-ÉMILE TURCOTTE,  
residing at St. Esprit, district of Joliette,  
defendant.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur les biens immobiliers ci-après décrits et mentionnés, savoir:

As belonging to and in the possession of the defendant, the immoveables hereinafter mentioned and described, to wit:

Un emplacement situé en la paroisse de St-Esprit, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Esprit comme faisant partie du lot numéro cent soixante (P. N° 160) des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant le côté sud quatre-vingt pieds et huit pouces et le côté nord est trente-huit pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue, en arrière par la terre de M. Édouard Rivest, d'un côté à l'emplacement de M. Oscar Dufresne, ou représentants et de l'autre côté par celui de M. Charles Trudel, avec bâtisses dessus érigées.

An emplacement situated in the Parish of St. Esprit, known and designated on the official plan and book of reference of the Parish of St. Esprit as forming part of lot number one hundred and sixty (P. No. 160) of the said official plan and book of reference, measuring on the south side, eighty feet and eight inches, and on the north-easterly side thirty-eight feet, all of which in English measure and more or less, bounded in front by the street, in the rear by Mr. Édouard Rivest's farm, on one side by the emplacement of Mr. Oscar Dufresne, or representatives and on the other side by that of Mr. Charles Trudel, with buildings erected thereon.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Esprit, comté de Montcalm, district de Joliette, le MERCREDI, DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the church door of St. Esprit, county of Montcalm, district of Joliette, WEDNESDAY, the SECOND day of NOVEMBER 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Député Shérif,  
Bureau du Shérif, CAMILLE BONIN.  
Joliette, 20 septembre 1955. 40712-38-2-0

Sheriff's Office,  
Joliette, September 20, 1955. CAMILLE BONIN,  
Deputy Sheriff. 40712-38-2

*Fieri Facias de Terris*

Province de Québec — District de Montréal  
(En faillite), (1949)  
Cour Supérieure, { G. NADEAU, débiteur &  
N° 280. { ALBERT LAMARRE,  
syndic & JOSEPH ST-AMOUR, intimé.

Province of Quebec — District of Montreal  
(Sitting in Bankruptcy), (1949)  
Superior Court, { G. NADEAU, debtor &  
No. 280. { ALBERT LAMARRE,  
Trustee & JOSEPH ST-AMOUR, respondent.

Comme appartenant et étant en la possession de l'intimé, les biens immobiliers ci-après décrits et mentionnés, savoir:

As belonging to and in the possession of the respondent, the following immoveables hereinafter mentioned and described, to wit:

Un lot de terre situé dans la paroisse de Notre-Dame de la Merci, district de Joliette, connu et désigné comme étant le lot N° 60 du bloc A du cadastre officiel du canton de Chilton, avec tous les bâtiments dessus construits.

A lot of land situated in the parish of Notre-Dame de la Merci, district of Joliette, known and designated as being lot No. 60, Block A, of the official cadastre of the township of Chilton, with all buildings erected thereon.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Merci, comté de Montcalm, district de Joliette, le MERCREDI, VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the door of the Parochial Church of Notre-Dame de la Merci, county of Montcalm, district of Joliette, WEDNESDAY, the TWENTYSIXTH day of OCTOBER 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Député Shérif,  
Bureau du Shérif, CAMILLE BONIN.  
Joliette, 20 septembre 1955. 40713-38-2-0

Sheriff's Office,  
Joliette, September 20th, 1955. CAMILLE BONIN,  
Deputy Sheriff. 40713-38-2

**KAMOURASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada, Province de Québec  
District de Kamouraska  
Cour Supérieure, { FRANÇOIS ROULEAU,  
N° 19066 { commerçant de Saint-  
Médard, demandeur vs JEAN  
LEBEL, du même lieu, défendeur.

**KAMOURASKA**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada, Province of Quebec  
District of Kamouraska  
Superior Court, { FRANÇOIS ROULEAU,  
No. 19066 { merchant of Saint Mé-  
dard, plaintiff vs JEAN LE-  
BEL, of same locality, defendant.

"Le lot de terre numéro trente-quatre (34), rang huit (8), canton Bédard, dans la paroisse de St-Médard. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Médard, Comté de Rimouski, MERCREDI, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN,  
Rivière-du-Loup, 30 août 1955. 40566-35-2-o  
[Première insertion, samedi le 3 septembre 1955]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { ALEXIS MICHAUD,  
N° 19398 { commerçant de Cacou-  
na, demandeur vs JACQUES  
PLOURDE, du même lieu, défendeur.

1° Une terre contenant quatre arpents sur quarante arpents de profondeur, connue sous le numéro douze (12) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Patrice de Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire l'emplacement de l'école, la partie appartenant à la Succession Watson suivant acte enregistré sous N° 43,481, et la partie appartenant à J. S. Castigan suivant acte enregistré sous le numéro 112,825, et sous réserve de la servitude de passage consentie à la cité de Rivière-du-Loup par acte enregistré sous le numéro 88,336.

2. Une terre contenant deux arpents de front sur trente-six arpents de profondeur, connue sous le numéro cent trente-six (136) au cadastre officiel pour la paroisse St-Georges de Cacouata, comté de Témiscouata, avec la grange dessus construite et dépendances, mais sous réserve de la servitude de passage consentie à la Corporation de Téléphone de Québec par acte enregistré sous le numéro 107,168.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Patrice de Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata, MARDI, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN,  
Rivière-du-Loup, ce 29 août 1955.  
40565-35-2-o  
[Première insertion, samedi le 3 septembre 1955]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { J. B. LAVOIE, avocat de  
N° 604 { J. la cité de Rivière-du-Loup,  
demandeur, vs ROBERT LÉ-  
VESQUE, de St-Éloi, défendeur.

"Les lots numéros 289 et 292, rang 4, Saint-Éloi. En la possession du défendeur à titre de propriétaire. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Éloi, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN,  
Rivière-du-Loup, 20 septembre 1955.  
40714-38-2-o  
[Première insertion, samedi le 24 septembre 1955]

"Lot of land number thirty-four (34), Range eight (8), Township Bédard, in the Parish of St. Médard. All of which with houses erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Church Door of St. Médard, County of Rimouski, WEDNESDAY, the FIFTH day of OCTOBER 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P.-E. MARTIN,  
Rivière-du-Loup, August 30, 1955. 40566-35-2  
[First insertion, Saturday, September 3, 1955]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Kamouraska

Superior Court, { ALEXIS MICHAUD,  
No. 19398 { merchant of Cacou-  
na, plaintiff, vs J A C Q U E S  
PLOURDE, of same locality, defendant.

1. A piece of land containing four arpents by forty arpents in depth, known as number twelve (12) on the official cadastre for the parish of St-Patrice, Rivière-du-Loup, county of Témiscouata, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, save and except the school emplacement and that portion belonging to the Watson Estate according to a registered deed bearing No. 43,481, and the portion belonging to J. S. Castigan according to registered deed bearing number 112,825, and under reserve of a right-of-way servitude granted to the city of Rivière-du-Loup by registered deed bearing number 88,336.

2. A piece of land containing two arpents in front by twenty-six arpents in depth, known as number one hundred and thirty-six (136) on the official cadastre for the parish of St-Georges de Cacouata, county of Témiscouata, with the barn erected thereon and dependencies, but under reserve of a right-of-way servitude granted to the Quebec Telephone Corporation by registered deed bearing number 107,168.

To be sold at the church door of the parish of St-Patrice de Rivière-du-Loup, county of Témiscouata, TUESDAY, the FOURTH day of OCTOBER 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P.-E. MARTIN,  
Rivière-du-Loup, August 29th, 1955.  
40565-35-2  
[First insertion, Saturday, September 3rd, 1955]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Kamouraska

Superior Court, { J. B. LAVOIE, advocate of  
No. 604 { J. the city of Rivière-du-Loup,  
plaintiff, vs ROBERT LÉ-  
VESQUE, of St-Éloi, defendant.

"Lots numbers 289 and 292, range 4, Saint-Éloi. In the possession of the defendant with title as proprietor. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Saint-Éloi, TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P.-E. MARTIN,  
Rivière-du-Loup, September 20th, 1955.  
[First insertion: Saturday, September 24, 1955]  
40714-38-2

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Cour Supérieure — District de Saint-Hyacinthe  
 Montréal, à savoir: { **S**A MAJESTÉ LA REI-  
 N° 9106. { NE, demanderesse; vs  
 { **DENIS BLAIS & JEAN-**  
**NOT SIMARD**, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, Jeannot Simard:

Les lots subdivision 124 et 125 de la subdivision officielle des lots originaires 128-124 et 125, plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Laprairie.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le **SIX OCTOBRE 1955**, à **ONZE** heures du matin.

Le Shérif,  
 Bureau du Shérif, **CAISSE & HURTEAU**.  
 Montréal, 30 août 1955. 40568-35-2-o

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Cour Supérieure — District de Montréal  
 Montréal, à savoir: { **A**LPHONSE RACINE,  
 N° 375795. { demandeur vs U-  
 { **BALD LACHAPPELLE**, dé-  
 fendeur.

Les lots de terre ayant front sur la 31<sup>ème</sup> avenue, en la ville de Pointe aux Trembles, étant les subdivisions 236 et 237 du lot originaire 199, des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Pointe aux Trembles, et désignés comme suit:

Lot 199-236 — "Borné au nord-est par le n° 199-237 au sud par le n° 199-235, au sud-ouest par le n° 199-177 rue, au nord-ouest par le n° 199-276 rue, mesurant en largeur 25' en profondeur 85' et contenant 2125' en superficie."

Lot 199-237; "Borné au nord est par le n° 199-238, rue, au sud-est par le N° 199-235 ruelle, au sud-ouest par le 199-236, au nord-ouest par le numéro 199-276 rue, mesurant en largeur 26' en profondeur 85' et contenant 2210' en superficie."

Lots de terre ayant front sur la rue Henault, en la Ville de Montréal-Nord étant la subdivision 128 du lot originaire 36 et étant les subdivisions 32 du lot originaire 37, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault aux Recollets et désignés comme suit:

Lot 36-128: "Borné au nord est par le n° 36-98 (ruelle), au sud-est par le n° 36-219, au sud-ouest par le n° 37-32' au nord-ouest par le n° 36-127, mesurant 25' de largeur par 59' de profondeur, formant une superficie de 1475'."

Lot 37-32: "Borné au nord-est par le N° 36-128, au sud-est par le N° 37-33 au sud-ouest par le N° 37-38 (rue) et au nord-ouest par le N° 37-31 mesurant 25' de largeur par 30' de profondeur formant une superficie de 750'."

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le **SIX OCTOBRE 1955**, à **DIX** heures du matin.

Le Shérif,  
 Bureau du Shérif, **CAISSE & HURTEAU**.  
 Montréal, 30 août 1955. 40567-35-2-o

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Canada — Province de Québec  
 District de Rimouski  
 Cour Supérieure, { **P**IERRE CARON, culti-  
 N° 14,011 { vateur, de l'endroit appe-  
 { **lé Padoue**, comté de Matapé-

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Superior Court — District of St. Hyacinthe  
 Montreal, to wit: { **H**ER MAJESTY, THE  
 No. 9106. { **Q**UEEN, plaintiff; vs  
 { **DENIS BLAIS & JEAN-**  
**NOT SIMARD**, defendants.

As belonging to the defendant, Jeannot Simard:

Subdivision lots 124 and 125 of the official subdivision of the original lots 128-124 and 125, of the official plan and in the book of reference for the parish of Laprairie.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on **OCTOBER SIXTH, 1955**, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**CAISSE & HURTEAU**,  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Montreal, August 30th, 1955. 40568-35-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Superior Court — District of Montréal  
 Montreal, to wit : { **A**LPHONSE RACINE,  
 No. 375795. { plaintiff vs UBALD  
 { **LACHAPPELLE** defendant.

Lots of land having frontage on 31st Avenue in the Town of Pointe aux Trembles, being subdivisions 236 and 237 of the original lot 199, on the official plan and in the book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, and designated as follows:

Lot 199-236 — "Bounded on the northeast by No. 199-237, on the South, by No. 199-235, on the southwest, by No. 199-177, Street, on the northwest, by No. 199-276, Street, measuring in width 25', in depth 85' and containing 2125' in superficial area".

Lot 199-237; "Bounded on the northeast by No. 199-238, Street, on the southeast by No. 199-235, lane, on the southwest, by 199-236, on the northwest, by number 199-276, Street, measuring in width 26', in depth, 85' and containing 2210' in superficial area".

Lots of land having frontage on Henault Street, in the Town of Montréal-North, being the subdivision 128 of the original lot 36 and being the subdivision 32 of the original lot 37, on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-aux-Recollets and designated as follows:

Lot 36-128; "Bounded on the northeast by No. 36-98 (lane), on the southeast, by No. 36-219, on the southwest, by No. 37-32 on the northwest by No. 36-127 measuring 25' in width by 59' in depth, forming a superficial area of 1475'".

Lot 37-32: "Bounded on the northeast by No. 36-128, on the southeast by No. 37-33, on the southwest by No. 37-38 (street) and on the northwest by No. 37-31, measuring 25' in width by 30' in depth forming a superficial area of 750'."

To be sold at my office in the city of Montreal, **OCTOBER SIXTH, 1955**, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**CAISSE & HURTEAU**,  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Montreal, August 30th, 1955. 40567-35-2

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
 Canada — Province of Québec  
 District of Rimouski  
 Superior Court, { **P**IERRE CARON, farmer,  
 No. 14,011 { of the place called Padoue,  
 { county of Matapedia, district

dia, district de Rimouski, demandeur vs OMER LIZOTTE de l'endroit appelé St-Cléophas, district de Rimouski, défendeur.

Les lots N° treize-B (13-B) et quatorze-A (14-A) rang, 8 canton Awantgish, borné au nord au chemin, à l'est à Léonard Saindon, au sud au fronteau séparant Ste-Irène de St-Cléophas, à l'ouest à Alphonse Michaud, les impenses améliorations et défrichement et tous les droits de préemption que le défendeur a ou peut avoir sur lesdits lots, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Cléophas, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,  
Rimouski, 29 août 1955. JACQUES MARTIN.  
40559-35-2-0

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Rimouski & Gaspé

Cour Supérieure, { HONORINE LECLERC,  
N° 14,474 { commercante, faisant  
affaires seule à Matane, sous  
les noms et raison sociale de J. ONÉSIME ROY  
ENR. district de Rimouski, demanderesse, vs  
J. LÉON CHENEL de la paroisse de Ste-Anne-  
des-Monts, Gaspé, défendeur.

Un terrain de figure irrégulière N° vingt-six-A-sept (26-A-7), premier (I) rang, au cadastre officiel du Fief Ste-Anne des Monts, formant partie du lot vingt-six (26) de l'arpentage primitif, borné au nord-ouest par le N° vingt-six-A-treize (26-A-13), au nord-est par les lots vingt-six-A-six (26-A-6) et vingt-six-A-huit (26-A-8), au sud-est par une ruelle, au sud-ouest par le N° vingt-sept-trois (27-3), mesurant cinquante-six pieds et neuf dixièmes (56.9/10), au nord-ouest cent quarante-trois pieds et quatre dixièmes (143.4/10) au nord-est cent vingt-trois pieds (123) au sud-ouest, cinquante-un pieds et six dixièmes (51.6/10) au nord-est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne des Monts le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1955 à TROIS heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,  
Rimouski, 29 août 1955. JACQUES MARTIN.  
40560-35-2-0

### SAGUENAY

Canada — Province de Québec  
District de Saguenay

N° 8884. { L'OFFICE DU CRÉDIT  
{ AGRICOLE DU QUÉ-  
BEC, corps politique et incor-  
poré, ayant son siège social à Québec, deman-  
deur; vs HÉLIODORE GAGNON, Les Berge-  
ronnes, B.P. Bondésir, comté de Saguenay, défen-  
deur.

"Une certaine terre située en la paroisse des Bergeronnes, à Bon Désir, étant et composant les lots de terre numéros trente-deux "C", trente-trois, trente-quatre "A" (32c-33-34a), dans le rang un, et trente-deux "C", trente-trois, trente-quatre "A" (32c-33-34A) dans le rang deux, sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes ensemble avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; bornée comme suit ladite terre, savoir en front, au fleuve St-Laurent, au sud-

of Rimouski, plaintiff vs OMER LIZOTTE, of the place called St-Cléophas, district of Rimouski, defendant.

Lots No. thirteen-B (13-B) and fourteen-A (14-A), range 8 township Awantgish, bounded on the north by the road, on the east, by Léonard Saindon, on the south, by the limit line separating Ste-Irène from St-Cléophas, on the west, by Alphonse Michaud, expenses for repairs, improvements and grubbing and all rights of preemption that the defendant has or may have on the said lots, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Cléophas, on the FOURTH day of OCTOBER, 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Rimouski, August 29th, 1955. JACQUES MARTIN.  
40559-35-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Rimouski & Gaspé

Superior Court, { HONORINE LECLERC,  
No. 14,474 { dealer, carrying on busi-  
ness alone at Matane under  
style and name of J. ONÉSIME ROY ENR.  
district of Rimouski, plaintiff vs J. LÉON  
CHENEL of the parish of Ste-Anne-des-Monts,  
Gaspé, defendant.

A lot of land of irregular form No. twenty-six-A-seven (26-A-7), first range (I) of the official cadastre of Fief Ste-Anne-des-Monts, forming part of lot twenty-six (26) of the primitive survey, bounded on the northwest by No. twenty-six-A-thirteen (26-A-13), on the north-east by lots twenty-six-A-six (26-A-6) and twenty-six-A-eight (26-A-8), on the southeast by a lane, on the southwest by No. twenty-seven-three (27-3), measuring fifty-six feet and nine tenths (56.9/10), on the northwest one hundred and forty-three feet and four tenths (143.4/10) on the northeast, one hundred and twenty-three feet (123) on the southwest, fifty-one feet and six tenths (51.6/10) on the northeast, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anne des Monts on the FIFTH day of OCTOBER, 1955 at THREE o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Rimouski, August 29th, 1955. JACQUES MARTIN.  
40560-35-2

### SAGUENAY

Canada — Province of Quebec  
District of Saguenay

No 8884. { QUEBEC FARM CREDIT  
{ BUREAU, a body politic  
and corporate having its head  
office at Quebec, plaintiff; vs HÉLIODORE  
GAGNON, Les Bergeronnes, P.B. Bondésir,  
county of Saguenay, defendant.

"A certain farm situated in the parish of Bergeronnes, at Bon Désir, being and including lots of land numbers thirty-two "C", thirty-three, thirty-four "A" (32-c-33-34a), range one, and thirty-two "C", thirty-three, thirty-four "A", range two, on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Bergeronnes, together with all buildings erected thereon, circumstances and dependencies; the said land bounded as follows, to wit: in front, southeasterly, by the River St. Laurence; at the

est; à la profondeur au nord-est, au trécaré du deuxième rang avec le rang est; tenant d'un côté, au nord-est, à la terre d'Henri Bouliane, tenant d'autre côté, au sud-ouest, à la terre d'Arthur Gauthier et Édouard Gauthier.

Une terre située aux mêmes endroits, étant et composant la plus grande partie du lot de terre numéro six (6 ptie E) c'est-à-dire la plus grande partie est, et la plus grande partie est de la demie du lot de terre numéro sept (7) de la demie S., dans le rang est, sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes; bornée comme suit ladite terre, savoir: en front, à l'est, au trécaré du rang deux; à la profondeur, à l'ouest et d'un côté, au nord, à la balance desdits lots de terre numéros six et sept susdits appartenant à Omer Gagnon; tenant d'autre côté, au sud, à la terre d'Omer Gagnon.

La partie du lot numéro six (6 ptie) comprend en superficie soixante-quinze arpents est dudit lot numéro six; et la partie du lot numéro sept (7 ptie) comprend en superficie vingt-cinq arpents sud-est dudit lot numéro sept (7)."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale des Bergeronnes, LUNDI, le TRENTE-UN OCTOBRE à DEUX heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 20 septembre 1955.

Le Shérif,  
PIERRE NÉRON.

40721-38-2-0

northeasterly depth, by the square line between range two and the east range; bordering on one side, northeasterly, the farm of Henri Bouliane, and on the other side, southwesterly, the farm of Arthur Gauthier and Édouard Gauthier.

A farm situated in the same places, being and including the greater part of lot of land number six (6 P. E) that is the greater part east, and the greater part east of the half of lot of land number seven (7) of the south-half, in range east, on the plan and book of references of the official cadastre of the township of Bergeronnes; the said land bounded as follows, to wit: in front easterly, by the square line of range two; at the depth, westerly, and on one side northerly, by the residue of said lots of land numbers six and seven mentioned hereinabove belonging to Imer Gagnon; bordering on one side, southerly, the land of Omer Gagnon.

That part of lot number six (P. 6) comprises an area of seventy-five arpents to the east of said lot number six; and that part of lot number seven (P. 7) comprises an area of twenty-five arpents to the southeast of said lot number seven (7)."

To be sold at the door of the Parochial Church of Bergeronnes, MONDAY, the THIRTY-FIRST day of OCTOBER at TWO o'clock in the afternoon.

Given and signed at La Malbaie, this September 20th, 1955.

PIERRE NÉRON,  
Sheriff.

40721-38-2

### TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec  
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { MAURICE FAUCHER et  
N° 16059. { JEAN PAUL FAU-  
CHER tous deux agent d'im-  
meubles, des cité et district de Trois-Rivières, dem-  
mandeurs, vs ANTONIO CHAUVETTE, des  
cité et district de Trois-Rivières, défendeur.

"Deux lots de terre sis sur la rue Deblois en la cité des Trois-Rivières, étant les lots de subdivision N° 921-923 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 1119 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec la maison à trois logements située sur ledit lot de subdivision numéro 923 et la maison à un logement bâtie sur ledit lot de la subdivision numéro 921."

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent cinquante-cinq à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.  
Trois-Rivières, le 19 septembre 1955.

40704-38-2-0

### TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec  
District of Trois-Rivières

Superior Court, { MAURICE FAUCHER and  
No. 16059. { JEAN PAUL FAU-  
CHER, both real estate agents,  
of the city and district of Trois-Rivières, plain-  
tiffs vs ANTONIO CHAUVETTE, of the city  
and district of Trois-Rivières, defendant.

"Two lots of land situate on Deblois Street in the city of Trois-Rivières, being lots of subdivision No. 921-923 of the official subdivision of the original lot number 1119 of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, with a three-tenement house situate on the said lot of subdivision number 923 and the house of one tenement built on the said lot of subdivision number 921."

To be sold at my office at the Court house in the city of Trois-Rivières, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and fifty-five, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,  
Sheriff's Office,  
Trois-Rivières, September 19th, 1955.

40704-38-2

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 38

#### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Lemay vs Gagnon ..... 2852  
Mitchell vs Shorr ..... 2852

#### ARRÊTÉS EN CONSEIL:

948 — Concernant des modifications aux  
règlements relatifs à la salubrité et

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

#### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lemay vs Gagnon ..... 2852  
Mitchell vs Shorr ..... 2852

#### ORDERS IN COUNCIL:

948 — Concerning amendments to the  
regulations for the safety and protec-

à la sécurité du travail dans les mines et les carrières.....	2849	tion of workmen in mines and quarries.....	2849
996 — Concernant un amendement à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la Province.....	2851	996 — Concerning an amendment to the decrees governing the construction industry and trades in the Province.....	2851
997-B — Travailleurs en fourrure dans la région de Québec.....	2842	997-B — Fur workers in the district of Québec.....	2842
997-C — Industrie de la fourrure, section du détail, région de Montréal...	2843	997-C — Fur industry, retail section, district of Montreal.....	2843
997-D — Industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.....	2845	997-D — Building materials industry in the Province of Québec.....	2845
997-E — Industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.....	2846	997-E — Construction industry in the county of Terrebonne.....	2846
999 — Concernant la réserve de chasse de Princeville.....	2841	999 — Concerning the Princeville Hunting Reserve.....	2841
<b>AVIS AUX INTÉRESSÉS:</b>	2825	<b>NOTICE TO INTERESTED PARTIES:</b>	2825
<b>AVIS DIVERS:</b>		<b>MISCELLANEOUS NOTICES:</b>	
Bagotville, ville de (Tirage d'obligations).....	2854	Bagotville, town of (Drawing of bonds)	2854
Christian Assembly of Cap de la Madeleine (Demande d'incorporation)....	2852	Christian Assembly of Cap de la Madeleine (Application for incorporation)	2852
Dunham, canton de (Rachat partiel)...	2853	Dunham, township of (Partial redemption).....	2853
Église Baptiste Évangélique Canadienne Française — French Canadian Evangelical Baptist Church (Demande d'incorporation).....	2853	Église Baptiste Évangélique Canadienne Française — French Canadian Evangelical Baptist Church (Application for incorporation).....	2853
Laiterie Mont St-Bruno Dairy Inc. (Directeurs).....	2854	Laiterie Mont St-Bruno Dairy Inc. (Directors).....	2854
Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-André (Demande d'incorporation).	2853	Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-André (Application for incorporation).....	2853
Syndicat Coopératif d'Aqueduc du Rang 9 d'Alma (Fondation).....	2854	Syndicat Coopératif d'Aqueduc du Rang 9 d'Alma (Foundation).....	2854
<b>BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:</b>		<b>BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:</b>	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2854	Concerning private bills which shall be introduced during the coming session.	2854
<b>CHARTES — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTERS — SURRENDER OF:</b>	
Donshaw Investments Limited.....	2855	Donshaw Investments Limited.....	2855
Lou Spier Inc.....	2855	Lou Spier Inc.....	2855
P. & S. Investment Corporation.....	2855	P. & S. Investment Corporation.....	2855
<b>COMPAGNIES DISSOUTES:</b>		<b>COMPANIES DISSOLVED:</b>	
Building Renovators Limited.....	2855	Building Renovators Limited.....	2855
Charles Shrybman Limited.....	2855	Charles Shrybman Limited.....	2855
Esna Development Corporation.....	2856	Esna Development Corporation.....	2856
Friedlander Inc.....	2856	Friedlander Inc.....	2856
Monlac Construction Limitée — Monlac Construction Limited.....	2856	Monlac Construction Limitée — Monlac Construction Limited.....	2856
Suffolk Sales Ltd.....	2856	Suffolk Sales Ltd.....	2856
<b>DEMANDES À LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATIONS TO LEGISLATURE:</b>	
Banque de Montréal.....	2857	Bank of Montreal.....	2857
Causapsca, village de.....	2857	Causapsca, village of.....	2857
Lette, Raymond S.....	2857	Lette, Raymond S.....	2857
Mont-Joli, commissaires d'écoles de...	2857	Mont-Joli, School Commissioners of...	2857
Notre-Dame Auxiliatrice (Saint-Jean), commission scolaire catholique.....	2858	Notre-Dame Auxiliatrice (Saint-Jean), Catholic School Commission of.....	2858
<b>DÉPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AFFAIRES MUNICIPALES:</b>		<b>MUNICIPAL AFFAIRS:</b>	
Annexion à la ville d'Asbestos.....	2858	Annexation to the town of Asbestos.....	2858

**INSTRUCTION PUBLIQUE:**

*Municipalité scolaire de:*

Ste-Thérèse, ville de (Erratum)..... 2859

**TERRES ET FORÊTS:**

*Service du Cadastre:*

Charlesbourg, paroisse de..... 2859  
 Charlesbourg, paroisse de..... 2860  
 Charlesbourg, paroisse de..... 2860  
 Egan, canton de..... 2859  
 Laprairie de La Magdeleine, paroisse de 2879  
 Ste-Foye, paroisse de..... 2860  
 Wakefield, canton de..... 2859

**TRAVAIL:**

*Industrie ou métiers de:*

Barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois et Vaudreuil-Soulanges (Modification)..... 2863  
 Barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull (Prélèvement)..... 2865  
 Construction dans la région de Montréal (Modification)..... 2860  
 Tanners et corroieries dans la Province (Modification)..... 2861

**EXAMENS DU BARREAU:**

Abitibi-Témiscamingue: étude du droit. 2867  
 Richelieu: étude du droit..... 2867  
 St-François: étude du droit..... 2867

**LETTRES PATENTES:**

Abattoir Poirier & Frères Inc..... 2826  
 Aylmer Park Development Corporation 2827  
 Baab Children's Wear Company..... 2827  
 Bélanger & Fils Inc..... 2827  
 Canadian Cleaning Supply Company Ltd..... 2828  
 Centre Médical Sherbrooke Limitée — Sherbrooke Medical Center Limited. 2828  
 Chamess Investment Corporation..... 2828  
 Comité des Loisirs de LaMacaza..... 2829  
 Constellation Realities Inc..... 2829  
 Dornal Investment Ltd..... 2829  
 Durable Paint Products Ltd..... 2830  
 Economic Enterprises Ltd..... 2830  
 Flasher & Barricade Service (Canada) Corporation..... 2830  
 H. Duskes Hardware, Ltd..... 2831  
 Laurentian Structural Co. Ltd..... 2831  
 Les Ateliers Chabel Inc..... 2831  
 Les Cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc du Diocèse de Montréal Inc... 2832  
 Les Entreprises de Plâtre Ltée — Plaster Enterprises Ltd..... 2832  
 Levis Mushroom Farm Inc.— Ferme de Champignons de Lévis Inc..... 2832  
 London Worstod Corp..... 2833  
 Loyal Food Plan Ltd..... 2833  
 Marvel Enterprises Inc..... 2834  
 Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited..... 2834  
 Milbo Construction, Inc..... 2834  
 Mi-Ro-Lac Inc..... 2835  
 Modern Crete (Montreal) Limited..... 2835  
 Monterey Construction Corporation... 2835  
 Montrealer Nachrichten Publishers Limited..... 2836  
 North American Hide Corp..... 2836  
 Nouveautés Dell Arts Novelties Ltd.— Ltée..... 2836  
 Oeuvre des Terrains de Jeux de Berthier-ville..... 2837

**EDUCATION:**

*School Municipality of:*

Ste-Thérèse, town of (Erratum)..... 2859

**LANDS AND FOREST:**

*Cadastral Branch:*

Charlesbourg, parish of..... 2859  
 Charlesbourg, parish of..... 2860  
 Charlesbourg, parish of..... 2860  
 Egan, township of..... 2859  
 Laprairie de La Magdeleine, parish of.. 2879  
 Ste-Foye, parish of..... 2860  
 Wakefield, township of..... 2859

**LABOUR:**

*Industry or Trades of:*

Barber and hairdresser in the counties of Beauharnois and Vaudreuil-Soulanges (Amendment)..... 2863  
 Barbers and hairdressers of the City and District of Hull (Levy)..... 2865  
 Construction in the region of Montreal (Amendment)..... 2860  
 Tanners and Curries in the Province (Amendment)..... 2861

**BAR EXAMINATIONS:**

Abitibi-Témiscamingue: study of law.. 2867  
 Richelieu: study of law..... 2867  
 St. Francis: study of law..... 2867

**LETTERS PATENTES:**

Abattoir Poirier & Frères Inc..... 2826  
 Aylmer Park Development Corporation 2827  
 Baab Children's Wear Company..... 2827  
 Bélanger & Fils Inc..... 2827  
 Canadian Cleaning Supply Company Ltd..... 2828  
 Centre Médical Sherbrooke Limitée — Sherbrooke Medical Center Limited. 2828  
 Chamess Investment Corporation..... 2828  
 Comité des Loisirs de LaMacaza..... 2829  
 Constellation Realities Inc..... 2829  
 Dornal Investment Ltd..... 2829  
 Durable Paint Products Ltd..... 2830  
 Economic Enterprises Ltd..... 2830  
 Flasher & Barricade Service (Canada) Corporation..... 2830  
 H. Duskes Hardware, Ltd..... 2831  
 Laurentian Structural Co. Ltd..... 2831  
 Les Ateliers Chabel Inc..... 2831  
 Les Cercles Lacordaire et Sainte-Jeanne d'Arc du Diocèse de Montréal Inc... 2832  
 Les Entreprises de Plâtre Ltée — Plaster Enterprises Ltd..... 2832  
 Levis Mushroom Farm Inc.— Ferme de Champignons de Lévis Inc..... 2832  
 London Worstod Corp..... 2833  
 Loyal Food Plan Ltd..... 2833  
 Marvel Enterprises Inc..... 2834  
 Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited..... 2834  
 Milbo Construction, Inc..... 2834  
 Mi-Ro-Lac Inc..... 2835  
 Modern Crete (Montreal) Limited..... 2835  
 Monterey Construction Corporation... 2835  
 Montrealer Nachrichten Publishers Limited..... 2836  
 North American Hide Corp..... 2836  
 Nouveautés Dell Arts Novelties Ltd.— Ltée..... 2836  
 Oeuvre des Terrains de Jeux de Berthier-ville..... 2837

René Boyer Inc.....	2837	René Boyer Inc.....	2837
Rutledge Equipment Co. Ltd.....	2837	Rutledge Equipment Co. Ltd.....	2837
Savaria Bulldozers Ltd.....	2838	Savaria Bulldozers Ltd.....	2838
Serv-O-Mat, Inc.....	2838	Serv-O-Mat, Inc.....	2838
Steinberg's Properties Limited.....	2838	Steinberg's Properties Limited.....	2838
Superior Smelters Corporation.....	2839	Superior Smelters Corporation.....	2839
T. Gaudet Ltée.....	2839	T. Gaudet Ltée.....	2839
Ubald Forest & Fils Ltée.....	2839	Ubald Forest & Fils Ltée.....	2839
<b>LETRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:</b>		<b>SUPPLEMENTARY LETTERS PATENTS:</b>	
Dorval Gardens Shopping Centre Inc...	2840	Dorval Gardens Shopping Centre Inc...	2840
Fairfield & Ellis, Limited.....	2840	Fairfield & Ellis, Limited.....	2840
Kenmac Chibougamau Mines Limited.....	2840	Kenmac Chibougamau Mines Limited.....	2840
Montreal Mortgage and Discount Company, Limited.....	2841	Montreal Mortgage and Discount Company, Limited.....	2841
Nahanni Mining Corporation.....	2841	Nahanni Mining Corporation.....	2841
<b>MINISTÈRE DES FINANCES:</b>		<b>DEPARTMENT OF FINANCE:</b>	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Ancienne Mutuelle Accidents Société d'Assurances à forme mutuelle à cotisations fixes contre les accidents et autres risques.....	2867	Ancienne Mutuelle Accidents Société d'Assurances à forme mutuelle à cotisations fixes contre les accidents et autres risques.....	2867
The Copenhagen Reinsurance Company Ltd.....	2868	The Copenhagen Reinsurance Company Ltd.....	2868
<b>PROCLAMATION:</b>		<b>PROCLAMATION:</b>	
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	2858	Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	2868
<b>SIÈGES SOCIAUX:</b>		<b>HEAD OFFICES:</b>	
Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited.....	2868	Mechanical & Aircraft Institute of Drafting Limited.....	2868
Rutledge Equipment Co. Ltd.....	2868	Rutledge Equipment Co. Ltd.....	2868
Superior Smelters Corporation.....	2868	Superior Smelters Corporation.....	2868
<b>SOUSSIONS:</b>		<b>TENDERS:</b>	
Cap-de-la-Madeleine, commissaires d'écoles de.....	2875	Cap-de-la-Madeleine, School Commissioners of.....	2875
Plessisville, ville de.....	2870	Plessisville, town of.....	2870
Richmond Ville, commissaires d'écoles protestantes de.....	2871	Richmond Ville, Protestant School Commissioners of.....	2871
St-Constant, commissaires d'écoles de.....	2872	St-Constant, School Commissioners of.....	2872
Ste-Rose, Partie-Ouest, paroisse de.....	2873	Ste-Rose, West Part, parish of.....	2873
Ste-Thérèse, ville de.....	2877	Ste-Thérèse, town of.....	2877
Thetford-Mines, cité de.....	2874	Thetford-Mines, city of.....	2874
<b>VENTE, LOI DE FAILLITE:</b>		<b>SALE, BANKRUPTCY ACT:</b>	
Martin, Louis.....	2878	Martin, Louis.....	2878
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>ABITIBI:</b>		<b>ABITIBI:</b>	
Lainesse vs Boutet.....	2879	Lainesse vs Boutet.....	2879
<b>BEAUCE:</b>		<b>BEAUCE:</b>	
Gosselin vs Pelchat.....	2879	Gosselin vs Pelchat.....	2879
Gosselin vs Poulin.....	2879	Gosselin vs Poulin.....	2879
<b>BEDFORD:</b>		<b>BEDFORD:</b>	
Brazeau vs Delafontaine.....	2880	Brazeau vs Delafontaine.....	2880
<b>HULL:</b>		<b>HULL:</b>	
Castagne vs Turcotte.....	2880	Castagne vs Turcotte.....	2880
Strabe vs Mallon.....	2880	Strabe vs Mallon.....	2880

JOLIETTE:

Deslongchamps vs Turcotte . . . . . 2881  
 Nadeau vs St-Amour . . . . . 2881

KAMOURASKA:

Lavoie vs Lévesque . . . . . 2882  
 Michaud vs Plourde . . . . . 2882  
 Rouleau vs Lebel . . . . . 2881

MONTREAL:

Racine vs Lachapelle . . . . . 2883  
 Sa Majesté la Reine vs Blais *et al.* . . . . 2883

RIMOUSKI:

Caron vs Lizotte . . . . . 2883  
 Leclerc vs Chenel . . . . . 2884

SAGUENAY:

L'Office du Crédit Agricole du Québec  
 vs Gagnon . . . . . 2884

TROIS-RIVIÈRES:

Faucher *et al* vs Chauvette . . . . . 2885

40682-o

JOLIETTE:

Deslongchamps vs Turcotte . . . . . 2881  
 Nadeau vs St-Amour . . . . . 2881

KAMOURASKA:

Lavoie vs Lévesque . . . . . 2882  
 Michaud vs Ploude . . . . . 2882  
 Rouleau vs Lebel . . . . . 2881

MONTREAL:

Racine vs Lachapelle . . . . . 2883  
 Her Majesty the Queen vs Blais *et al.* . . . 2883

RIMOUSKI:

Caron vs Lizotte . . . . . 2883  
 Leclerc vs Chenel . . . . . 2884

SAGUENAY:

Quebec Farm Credit Bureau vs Gagnon. 2884

TROIS-RIVIÈRES:

Faucher *et al* vs Chauvette . . . . . 2885

40682-o

